

présentent



PARTICIPATION ET PERCEPTIONS POLITIQUES DU CITOYEN

Les résultats d'un sondage politique mené à Antananarivo

Septembre 2013

Septembre 2013
Ce livret a été rédigé par:
Hery Andry RAKOTONANAHARY, *Sociologue*
Ketakandriana RAFITOSON, *Juriste Politologue*
Andrianaivo Régis RAKOTOMANANA, *Economiste*
Toavina RALAMBOMAHAY, *Juriste*
Tovonkery Jocelyn TSIENGENY, *Statisticien*

Les avis exprimés dans ce livret ne reflètent pas nécessairement la position de la Friedrich-Ebert-Stiftung à Madagascar mais plutôt celle des auteurs.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à témoigner notre reconnaissance aux personnes qui ont participé aux entretiens en face à face lors de ce sondage, que leur sincérité et leur ouverture soient ressenties par tous ceux qui vont lire ce rapport. Elles ont bien voulu nous ouvrir leur porte pour discuter librement de la crise et de la politique, elles ont tenu à être écoutées et le plaisir de partager a été réel. Que le professionnalisme et les efforts fournis par les 30 enquêteurs (15 jeunes femmes et 15 jeunes hommes) soient appréciés. Ils ont été dévoués, solidaires et particulièrement motivés pendant la semaine d'enquête. Nous sommes impressionnés par leurs résultats.

Nous remercions les responsables des institutions qui ont collaboré avec nous, notamment les 6 arrondissements et les 19 Fokontany qui ont accepté d'être pris comme échantillons d'observation de la vie citoyenne de la population d'Antananarivo Renivohitra. Certains d'entre nous ont été heureux de (re) découvrir des quartiers oubliés par le temps et sont rentrés chez eux le soir remplis d'émotions et de projets de rencontre. D'autres n'en reviennent pas encore. Nous vous remercions pour ces découvertes car se rencontrer c'est bien sûr converser, mais c'est aussi échanger des bouts de vie. Les aides ont été nombreuses, que ce soit pour l'acceptation des visas, pour le comptage des « pas » de sondage dans les registres de chaque Fokontany, ou encore pour l'accompagnement des enquêteurs auprès des ménages. Acceptez encore une fois nos vifs remerciements !

Le sondage n'aurait pas pu être finalisé sans la ténacité de l'équipe de saisie, Ils sont peu nombreux mais efficaces alors citons-les ! Merci à Clarence, Virginie, Sarobidy, Tojo, Mike et Hery. Méthodiques et appliqués, vous êtes formidables !

Nous tenons enfin à remercier chaleureusement les Responsables de la Friedrich-Ebert-Stiftung sans qui ce projet n'aurait pas pu se concrétiser, et spécialement :

- Mr Marcus SCHNEIDER, Coordinateur Régional de la FES pour l'Afrique Australe dont Madagascar, pour la confiance accordée à l'Association LIBERTY 32,

- Mr Jean Aimé RAVELOSON, Représentant-National de la Fondation, pour les précieux conseils fournis pendant la préparation et la conduite du sondage.

Nous remercions également toute l'équipe de la FES à Ankorahotra pour sa gentillesse et sa serviabilité.

Puissent les résultats de ce sondage aider tous ceux et toutes celles qui travaillent pour la reconstruction de Madagascar.

Liberty 32 et l'équipe en charge du projet Sondage 2013.

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AGOA	African Growth and Opportunity Act
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-corruption
BIT	Bureau International du Travail
CENI-T	Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition
CES	Cour Electorale Spéciale
CEVIPOF	Centre d'Etudes de la Vie Politique Française
CSP	Catégories Socioprofessionnelles
CST	Conseil Supérieur de la Transition
CT	Congrès de la Transition
CUA	Commune Urbaine d'Antananarivo
ENMG	Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
FFKM	Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara
FFM	Filankevitra ny Fampihavanana Malagasy
FIVMPAMA	Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GEM	Groupement des Entreprises de Madagascar
GIC-M	Groupe International de Contact pour Madagascar
GOTICOM	Groupement des Opérateurs des Technologies de l'Information et de la Communication
INSTAT	Institut National de la Statistique de Madagascar
L32	Liberty 32
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SADC	Southern African Development Community
SAMIFIN	Sampan-draharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiambola
SeFaFi	Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena
SIM	Syndicat des Industries de Madagascar
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	The United Nations Children's Fund
WWF	World Wildlife Fund

LISTE DES FIGURES

Fig.	Intitulés des figures	page
1	Les ethnies déclarées par les enquêtés	12
2	Fréquence de l'intérêt porté à la vie politique à Madagascar	15
3	Intérêt porté à la vie politique selon la dimension territoriale	15
4	Ordre d'importance des canaux de communication selon les sources d'information des enquêtés	15
5	Les impacts de la crise sur la vie des citoyens	17
7	Auto-estimation de sa propre situation économique dans un an	21
8	Panorama des niveaux de confiance accordés aux institutions	23
9	Confiance aux partis politiques	24
10	Confiance en l'Armée	25
11	Confiance au gouvernement d'union nationale	28
12	Confiance au secteur privé	30
13	Confiance en la CENI-T	31
14	Confiance aux entités religieuses	33
15	Confiance aux syndicats	34
16	Confiance au Parlement (CT-CST)	37
17	Confiance aux médias	38
18	Confiance aux bailleurs de fonds (PTF)	41
19	Confiance en la société civile	42
20	Confiance aux tribunaux	45
21	Comparaison des niveaux de confiance accordés aux institutions	47
22	Perception de la représentation politique des jeunes	52
23	Perception de la représentation politique des personnes handicapées	55
24	Les politiciens actuels priorisent les intérêts personnels sur les intérêts publics	57
25	Les politiciens actuels recherchent le bien de Madagascar	57
26	Comment légitimer le pouvoir ?	61
27	Les qualités d'un leader politique	65
28	Expérience d'électeur selon le niveau d'instruction	68
29	Expérience d'électeur selon le statut matrimonial	69
30	Intention d'aller voter aux prochaines élections	69
31	Intention d'aller voter selon le statut matrimonial	70
32	Les critères de vote des électeurs	70
33	les critères de vote des électeurs selon le niveau d'instruction	71
34	Attentes des électeurs par rapport aux partis politiques/candidats	72

LISTE DES TABLEAUX

Tableaux	Intitulés des tableaux	page
1	Population enquêtée dans le Projet Sondage 2013	10
2	Intervalle de confiance et mesure de précision de deux variables pertinentes	11
3	Déclaration de l'appartenance ethnique par arrondissement	13
4	Catégorie de métier/fréquence selon sexe de l'enquêté	14
6	Les caractéristiques d'un leader politique L32	60

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	p8
2. METHODOLOGIE	p9
3. RESULTATS	p10
3.1 Les caractéristiques de l'échantillon	p10
3.2 L'intérêt politique	p14
3.3 La crise politique actuelle et la situation économique	p16
3.4 La confiance envers les Institutions	p22
3.5 La participation des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires	p49
3.6 Les qualités du leader politique	p56
3.7 La participation citoyenne	p68
4. CONCLUSION	p73
BIBLIOGRAPHIE	p75
ANNEXES	p80
<i>i</i> : La liste des enquêteurs	p80
<i>ii</i> : La fiche technique de Liberty 32	p81

1. INTRODUCTION

Le présent sondage s'intéresse aux perspectives de l'après crise. Les thématiques étudiées, les interrogations et les commentaires sont tous orientés vers le futur de Madagascar, car il faut tâter et comprendre le présent afin d'anticiper le futur. Même si l'étendue du sondage s'arrête aux frontières de la capitale, nos réflexions nous amènent à poser des questions qui pourraient intéresser le Malgache lambda. Tout sondage « *est né d'une impossibilité pratique : interroger individuellement toute une population à laquelle on s'intéresse, et d'une possibilité statistique : décrire le tout par la partie* »¹ et ce sondage n'échappe pas à cette définition.

L'intérêt du sondage se reflète dans les thématiques étudiées : la crise politique, la crise économique, les institutions (anciennes et nouvelles), les catégories sociales « minorisées », les leaders politiques et la participation citoyenne. Le contexte préélectoral actuel et l'effervescence déjà perceptible des Tananariviens par rapport à la situation témoignent des possibles et multiples usages des résultats de ce sondage. Mais les objectifs de ce sondage sont clairs : recueillir les perceptions de Tananariviens sur ces thématiques, les analyser et les interpréter.

La première section des résultats caractérise l'échantillon du sondage. La seconde section examine l'intérêt accordé par les enquêtés à la politique dans ses dimensions territoriales, aux événements politiques et à leurs interprétations. La troisième section scrute le vécu et le ressenti de la crise dans sa dimension économique et individuelle tandis que la quatrième section passe à la loupe l'état de confiance des enquêtés envers les institutions, anciennes ou nouvelles, permettant une analyse différenciée des informations recueillies. La cinquième section s'intéresse à la participation politique de quelques catégories de population. Puis, les qualités attendues du leader politique sont discutées dans la sixième section avant d'aborder finalement la septième et dernière section portant sur la participation citoyenne et le rapport avec les urnes.

¹ GRAWITZ, M. *Méthodes des sciences sociales*. Paris: Dalloz, 1996. 920 p. Coll. Précis. p485

2. METHODOLOGIE DU SONDAGE

Le sondage s'est déroulé en trois phases distinctes : la phase préparatoire, la phase d'administration et de saisie des questionnaires, ainsi que la phase de traitement et d'analyse. Il a été organisé dans la Commune Urbaine d'Antananarivo dont les six arrondissements constituent les six strates de l'étude. C'est une enquête statistique par échantillonnage à deux niveaux : le choix aléatoire des 19 Fokontany, suivi par la sélection de 647 ménages répartis dans ces Fokontany. Chacun des 1500 individus âgés de 18 ans et plus composant ces ménages ont été interrogés. Afin d'assurer une meilleure représentativité de la population urbaine d'Antananarivo, le nombre de Fokontany tirés tient compte de la prépondérance de la population par arrondissement.

Tableau N°1 : Population enquêtée dans le Projet Sondage 2013

Arrondissement	Effectif de la population, 2013 (i)	Population âgée de 18 ans et plus (ii)	Echantillon Sondage 2013		
			Fokon-tany	Ménages	Individus
1ER ARRDT	253 925	165 051	4	91	247
2E ARRDT	195 589	127 133	3	75	231
3E ARRDT	136 680	88 842	2	68	190
4E ARRDT	260 579	169 376	4	128	307
5E ARRDT	319 379	207 596	4	196	340
6E ARRDT	132 929	86 522	2	89	157
Total	1 299 080	844 520	19	647	1472

(i) INSTAT /DDSS Projections démographiques (2009)

(ii) Estimée à partir de l'EDSMD IV (2008-2009)

La collecte des données s'est déroulée du 12 au 17 août 2013. La base de sondage est constituée par les registres des ménages auprès des Fokontany et les ménages ont été sélectionnés selon un tirage systématique. La taille de l'échantillon qui est de 647 ménages est largement suffisante

comparativement à la taille de l'échantillon de l'Enquête Permanente auprès des Ménages (EPM -2010), qui est de 600 pour tous les ménages urbains de toute la Région Analamanga. On note que l'EPM est représentatif au niveau régional.

Tableau N°2 : Intervalle de confiance et mesure de précision de deux variables pertinentes

Variable	Moyenne	Standard error	Intervalle de confiance à 95%		Erreur d'échantillonnage (%)	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Erreur absolue	Erreur relative
Age	36,68675	0,166555	36,65411	36,7194	3,2645	0,002367
Proportion						
Sexe masculin	0,4721475	0,0005432	0,4710823	0,4732129	0,10653	0,005997

Bien que le questionnaire ait été soumis à 1500 individus, seules 1472 fiches d'enquête ont été validées après saisie, pour éviter tout biais.

3. RESULTATS

3.1 Les caractéristiques de l'échantillon

47,2% des personnes enregistrées sont des hommes et 52,8% sont des femmes. L'âge des enquêtés va de 18 à 90 ans. Leur identité est définie à travers trois éléments essentiels : leur catégorie socioprofessionnelle, leur situation économique et leur ethnie. Avant d'entamer l'analyse, il est important de discuter cette notion d'identité.

Un sondage n'est jamais neutre, c'est toujours une tentative pour se rapprocher de la réalité. L'échantillonnage, le questionnaire de sondage, la manière de l'avoir administré, la composition de l'équipe des enquêteurs, la présentation de soi (enquêteur) devant l'individu enquêté, l'ordre et les séquences suivis pendant l'entretien avec la personne enquêtée ainsi que la situation de communication interpersonnelle produisent des biais volontaires ou non, quelquefois non maîtrisés. La manière de présenter les

résultats de sondage participe aussi à cette production de sens, et il faut toujours être prudent.

L'ethnie a été prise volontairement comme une variable dans ce sondage : une variable simplificatrice, sans volonté d'ethniciser les résultats. Les revendications relatives à l'appartenance ethnique ont une visée individuelle et ne représentent qu'un ingrédient parmi d'autres de la recette identitaire². Un support identitaire est suggéré et les enquêtés répondent librement sans que ce support identitaire soit forcément « hégémonique »³. Il ne faut pas absolutiser la différenciation produite chaque fois que cette variable est utilisée dans ce sondage.

Pour les enquêtés, l'usage du terme « ethnie » est multiple. L'ethnie peut être une identité nationale : 0,6% se sont déclarés appartenant à une ethnie appelée « *malagasy* ». Elle a aussi été comprise comme le métissage, comme une combinaison d'« ethnies » (origine réelle ou supposée) : « *antesaka betsileo* », « *bara merina* », « *betsimisaraka merina* », « *merina antemoro* », « *merina sakalava* », « *merina betsileo* », « *tanala merina* », etc.. Des catégories plus surprenantes ont été notées : « *créole atsinanana* » ; « *manakara* », une ville du Sud-Est de Madagascar ; « *atsinanana* », une région de l'Est de Madagascar ou encore « *tanindrana* » (côtiers). 0,1% des enquêtés se sont déclarés appartenir à l'ethnie « *métisse* ».

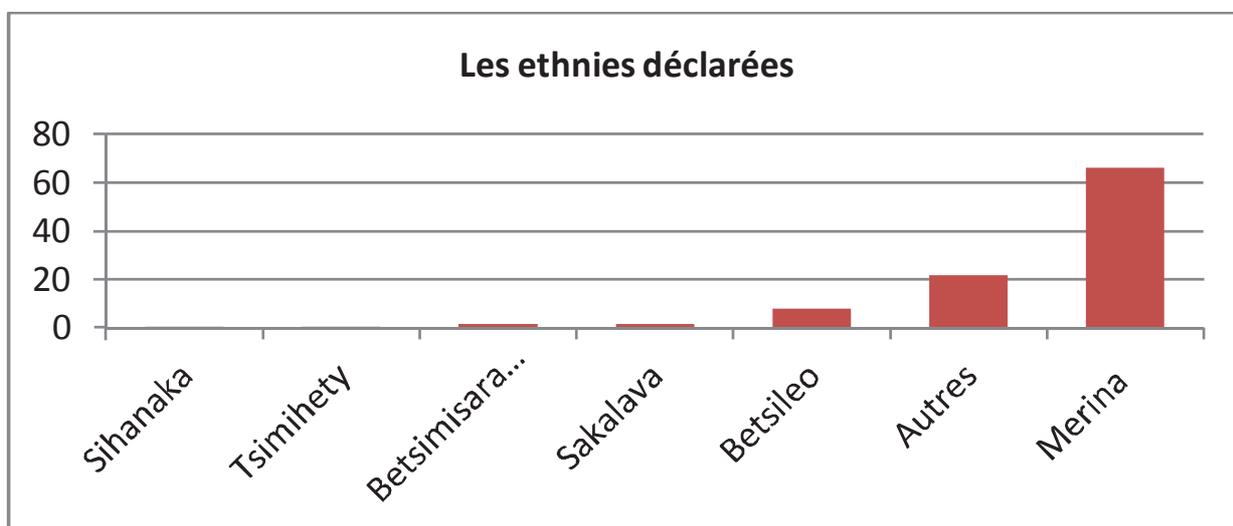
Le risque de renforcement de la catégorisation et de la hiérarchisation ethnique existe pour le lecteur non averti. « L'ethnie n'est jamais, en fait, un simple cadre formel dont la commodité opératoire compenserait l'arbitraire. Elle tient toujours place d'un *sujet* auquel nous reconnaissons au moins assez d'existence pour pouvoir lui attribuer comme prédicats des énoncés, des événements, des rapports sociaux dont nous pourrions donner une autre description si nous étions libérés de cette référence obligée »⁴. L'appellation « merina » ne se rapporte par exemple pas à un seul énoncé,

² VERAN, J.-F. « *La dialectique de l'ethnicité : support des uns, contrainte des autres* », in CARADEC, V et MARTUCELLI, D, *Matériaux pour une sociologie de l'individu*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, pp. 75-93.

³ MARCHAL, H. « *L'identité en question* », Paris, Editions Ellipses, 2006, pp 104-106.

⁴ BAZIN, J, « *A chacun son Bambara* », in AMSELLE, J-L, M'BOKOLO, E, *Au cœur de l'ethnie, ethnie, tribalisme et Etat en Afrique*. Paris, Editions La Découverte, 1999, pp87-125.

un évènement spécifique ou à un rapport social prédéterminé pour tous les enquêtés. « Les noms ont une histoire ; il y a des conjonctures et des situations locales qui font qu'un nom est adopté par les uns, refusé par les autres »⁵. Le graphique suivant nous renseigne sur la répartition des ethnies déclarées.



Quant aux réactions des personnes interrogées sur leur ethnie, elles peuvent être résumées ainsi :

Tableau N° 3 : Déclaration de l'appartenance ethnique par arrondissement

Arrondissement	Quelle est votre ethnie ?			
	Je préfère ne pas la mentionner	C'est une question qui ne se pose pas	Difficile d'identifier mon ethnie	Pourcentage de ceux qui ont déclaré leur ethnie
1	7,3%	4,9%	9,7%	78,1%
2	10,4%	3,0%	8,2%	78,4%
3	13,2%	6,8%	12,6%	67,4%
4	7,2%	2,6%	10,4%	79,8%
5	2,9%	0,6%	4,1%	92,4%
6	2,5%	0%	3,2%	94,3%
TOTAL	6,8%	2,8%	7,9%	82,5%

⁵ Ibid.

Les informations suivantes nous renseignent sur la situation économique et patrimoniale des enquêtés. Sur la question : « êtes-vous propriétaire de votre maison ? », les arrondissements sont divisés en deux : les femmes se déclarent majoritairement propriétaires dans le 1^{er}, le 5^{ème} et le 6ème arrondissement et les hommes dans les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements.

Tableau N° 4 : Catégorie de métier/fréquence selon sexe de l'enquêté

	Quelle catégorie de métier exercez-vous ? A quelle fréquence ?					Total
	permanent formel	permanent informel	temporaire/saisonnier formel	temporaire/saisonnier informel	autres	
Homme	28,9%	13,8%	3,8%	8,7%	44,8%	100,0%
Femme	18,4%	11,0%	2,0%	7,1%	61,5%	100,0%
Total	23,3%	12,3%	2,9%	7,9%	53,6%	100,0%

Dans la différenciation entre emploi formel et informel, les enquêtés se sont déclarés travailler dans le formel (26,2%) autant que dans l'informel (20,2%) dans cinq arrondissements. Globalement, ceux qui se déclarent travailler dans le secteur formel sont plus nombreux que ceux qui se sont déclarés dans le secteur informel. L'écart est très fort dans le 1^{er}, le 3^{ème} et le 4^{ème} arrondissements (plus de 10 %). La tendance s'inverse dans le 2^{ème} arrondissement où il y a plus d'enquêtés qui ont déclaré travailler dans l'informel que dans le secteur formel (avec un écart de 9 %).

Spécifiquement, plus de 80% de ceux qui se sont déclarés travailler dans le secteur temporaire/saisonnier formel sont des hommes dans le 1^{er} et le 6^{ème} arrondissement et les femmes sont largement majoritaires dans la catégorie « temporaire/saisonnier informel » dans les arrondissements 2, 3 et 5. Par contre, dans cette catégorie elles sont très faiblement représentées dans le 6^{ème} arrondissement. Si le pourcentage de ceux qui se sont déclarés travailler dans le secteur informel est presque équivalent pour les hommes et les femmes, dans le secteur formel, les hommes (32,7%) ont plus de travail formel que les femmes (20,4%).

Il est également intéressant de constater que 51% des enquêtés se déclarent « inaptes à travailler ». Est-ce que ce sont des personnes handicapées ou accidentées du travail qui n'arrivent pas à (re)trouver du travail ? Est-ce que ce sont des retraités ? Cette tendance va-t-elle dans le sens de l'inexistence d'une politique de l'emploi ? Est-ce que ce sont des aveux sur les difficultés d'adéquation entre formation et emploi ? Ou est-ce qu'une partie de ces personnes « inaptes à travailler » manifesterait plutôt un certain signe d'oisiveté ? Chacune de ces éventualités pourrait expliquer cette tendance.

En dernier lieu, il est important de signaler la précarité de la population urbaine. 82,6% des enquêtés déclarent avoir perçu un revenu annuel inférieur à 2.400.000 Ar en 2012, soit moins de 200.000 Ar par mois. Seuls 10,6% déclarent avoir eu un revenu annuel se situant entre 2.400.000 Ar et 5.000.000 Ar . Une minorité de 6,9% déclare un revenu annuel supérieur à 5.000.000 Ar. C'est donc une vérité : Antananarivo Renivohitra est un territoire de population majoritairement pauvre, avec des inégalités de revenus édifiantes.

3.2 L'intérêt politique

Cette partie veut analyser quelques points saillants de l'enquête sans entamer l'importance des autres données. Plusieurs angles peuvent être étudiés et l'exercice donne une infinité de solutions. Cette section peut se compléter avec la section « participation citoyenne [3.7] » afin de voir le degré d'intérêt accordé à la politique et le comportement du citoyen lorsqu'il est convoqué pour des élections.

Le but est d'identifier les déterminants du vote des citoyens. Le citoyen qui dit vouloir voter s'intéresse-t-il à la vie publique ? Est-il au courant du programme du candidat pour qui il vote ? Le résultat du vote est-il alors sérieux ? Et le peuple malgache pourra-t-il dire qu'il aura voté pour un avenir qu'il aura réellement souhaité ? Le Malgache a-t-il déjà formulé « le Madagascar » qu'il souhaite ? Utilise-t-il les outils qui lui permettent de s'exprimer (société civile ou politique) ?

D'après les figures qui suivent, le citoyen d'Antananarivo s'intéresse à la vie politique. Seuls 27,8% de l'échantillon ne s'intéressent que rarement à la vie politique.

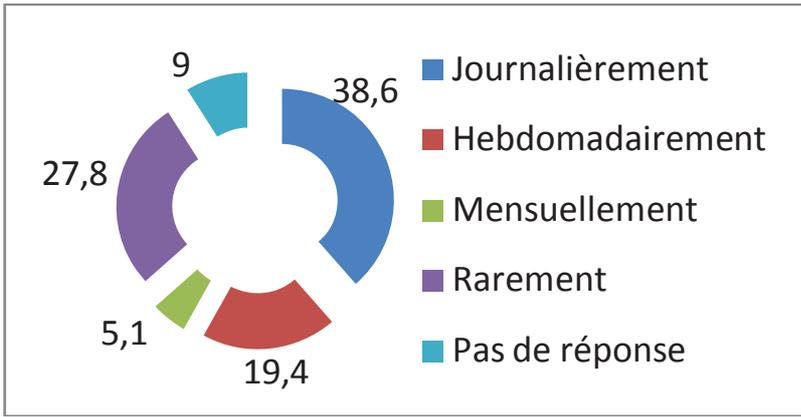
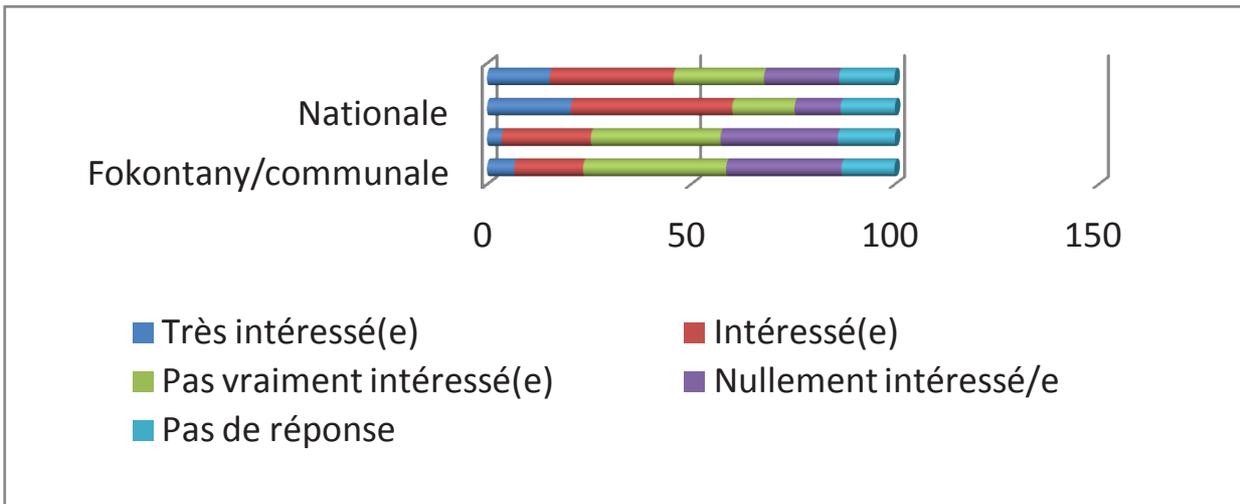
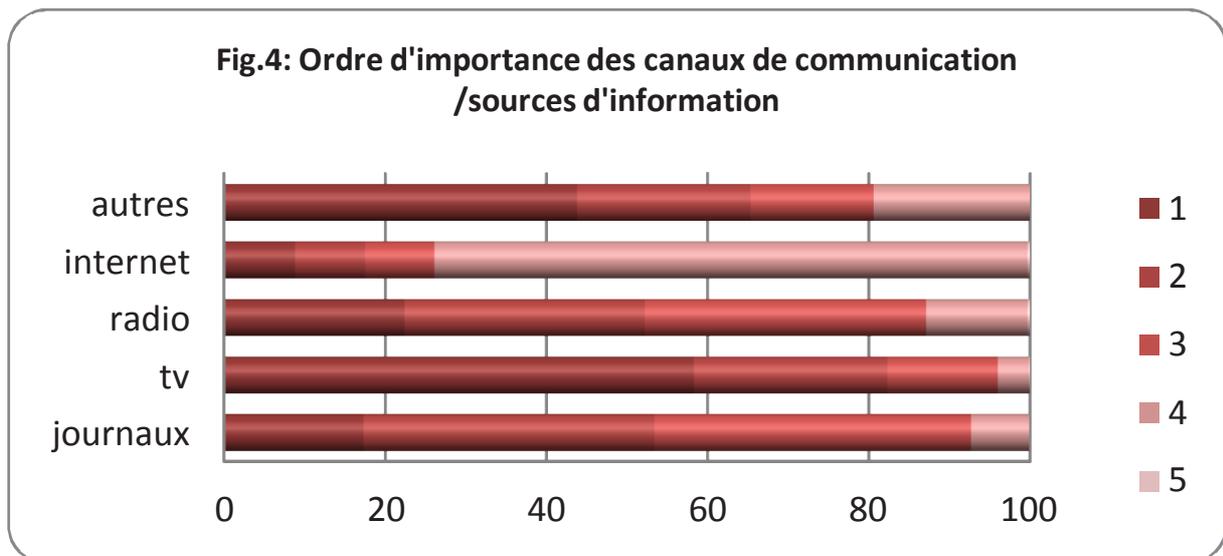


Fig.2: Fréquence de l'intérêt porté à la vie politique à Madagascar

Fig.3 : Intérêt porté à la vie politique selon la dimension territoriale



On remarque aisément sur la deuxième figure qu'il y a plus d'intérêt porté à la politique internationale qu'à la politique au niveau de proximité (Fokontany, communale, régionale).



La démocratie ne s'instaure que lorsque le peuple peut connaître le fonctionnement de son gouvernement grâce à une libre circulation de l'information. C'est ce que devraient chercher à accomplir les médias. Sur la figure ci-dessus, plus la ligne est sombre, plus la source d'information est perçue comme importante. La télévision arrive en premier rang. La télévision renvoie à la facilité. C'est-à-dire qu'elle demande le moins d'attention pour une certaine compréhension, aidée par le son et l'image. Les autres moyens nécessitent non seulement de l'attention, mais entraînent en plus des coûts (journaux, internet). Ces « autres » média, qui ont recueilli 43,8% des opinions exprimées, peuvent inclure le réseautage et les relations publiques, la communication interpersonnelle, la communication de groupe et leurs supports comme la vidéo, le cinéma, l'édition, les magazines et la publicité.

Mais si la télévision constitue la principale source d'information, on n'a pas précisé si elle reste la seule et unique manière de s'informer. Le média télévisuel a ses principes pour être percutant aux cibles. « Contrairement à la presse, la télévision préfère le mouvement à l'inertie, la simplification à la complexité, la spécificité à l'abstraction, la personnalisation à la construction conceptuelle et le présent au passé et au futur »⁶. Si la demande par rapport à la télévision est forte, l'offre doit suivre les cadres professionnels de l'utilisation de ce média pour une plus forte efficacité. Dans le contexte électoral, la télévision n'est pas uniquement là pour supporter les offres des candidats et des partis politiques, elle doit aussi être un moyen d'expression pour les électeurs. Comme W. K. AGEE⁷ l'a remarqué : « Les médias jouent un double rôle dans le mécanisme démocratique. Les dirigeants politiques les utilisent pour expliquer leurs actions et défendre leur cause. Mais ils s'en servent également pour savoir ce que pensent les électeurs, ce à quoi ils aspirent et comment ils peuvent réussir à faire cadrer leurs objectifs politiques avec les comportements des électeurs ».

3.3 La crise politique actuelle et la situation économique

En plus de 50 ans d'indépendance, Madagascar est passé par des crises politiques cycliques⁸ qui ont dégradé inexorablement la situation socio-

⁶ *Christian Science Monitor*, RUSHWORTH M. KIDDER. In *Médias*. W. K. AGEE et al, Bruxelles/ Editions Harper & Row, 1988.

⁷ Ibid.

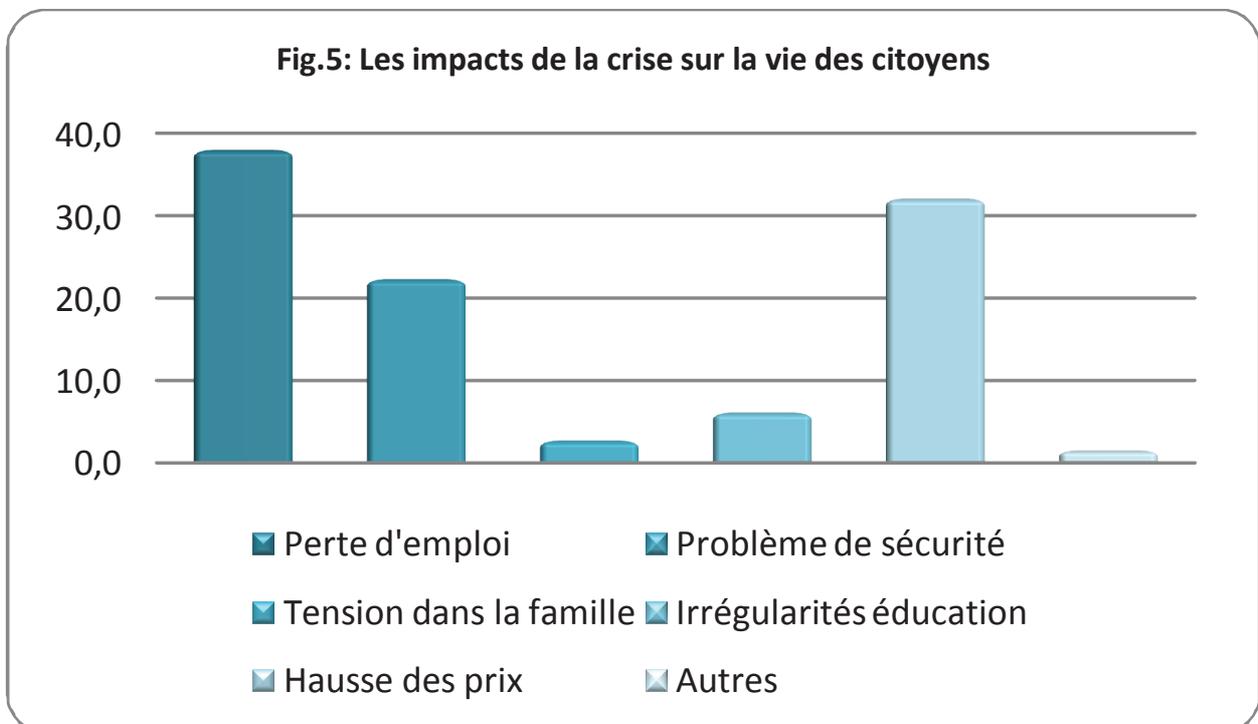
⁸ Des mouvements de rue en 1972, 1991, 2002, et 2009 ont débouché sur des crises socio-économiques majeures avec le départ du Chef d'Etat.

économique. La précarité du système économique fait que les marasmes se propagent en général très rapidement sur tous les secteurs de production. Il s'en suit un ralentissement des activités qui se répercute sur les revenus des ménages et sur les secteurs sociaux. Ces perturbations sociales sont très souvent accentuées par la contraction des programmes d'investissement publics due à la suspension des financements extérieurs.

De plus, la durée de la crise influe fortement sur les coûts sociaux et économiques qui s'en répercutent. Or, les crises semblent de moins en moins espacées, et de plus en plus longues. Notamment, la crise politique qui a débuté en 2009 est l'une des plus longues, et est caractérisée par une situation socio-économique préoccupante résultant d'une forte incertitude frappant les activités et les investissements depuis presque cinq années. Une certaine morosité dans les activités économiques est perçue et selon la Banque mondiale, Madagascar est, depuis 2011, le pays le plus pauvre du monde.

La perception de la crise

La perception de l'existence d'une crise socio-économique à Madagascar est sans équivoque, comme les détails de cette rubrique du sondage le démontrent.



Les pertes d'emploi sont considérées comme la principale manifestation de cette dégradation de l'économie. En effet, les personnes interrogées classent ce problème comme la première caractérisation de la crise (38,0%). Ce classement n'est pas surprenant car le nombre de chômeurs en plus, depuis 2009, est estimé à 336 000⁹.

De plus, dès les premiers moments de la crise, le secteur de l'emploi a été très lourdement touché. Les pillages, dans toute l'île, du premier groupe agroalimentaire TIKO de cette époque, ainsi que de nombreux magasins et entreprises, lors du Lundi noir (26 janvier 2009) ont mis immédiatement des milliers de personnes au chômage technique. De plus, l'inéligibilité de Madagascar à l'African Growth Opportunity Act (AGOA), depuis décembre 2009, a encore compromis plusieurs autres milliers d'emplois dans le secteur textile. La hausse des prix (32,1%) et le problème de sécurité (22,3%) sont par ailleurs les autres principales caractéristiques que les personnes perçoivent de la crise.

Les effets directs de la crise

La majorité des malgaches (50,7%) se considère comme beaucoup touchée par la crise. La perte d'emploi est la première conséquence de ce marasme sur les ménages. Les 32,5% des personnes enquêtées en sont touchées directement. L'incertitude sur les investissements et sur d'éventuelles expansions a, en effet, ralenti sensiblement les activités économiques¹⁰ et a entraîné une forte dégradation du secteur de l'emploi. Des sociétés et entreprises ont été amenées à licencier une partie de leur personnel. Ainsi, en 2010, à Antananarivo par exemple, 49,0% des travailleurs licenciés provenaient en majorité des grandes sociétés privées et 36,0% de la zone franche¹¹.

Cette situation couplée au nombre accru de demandeurs d'emploi suite aux évènements politiques (Tiko, Blueprint, Suprême Center,...) et au nombre de nouveaux diplômés, crée une pression importante sur le marché du travail. De plus, les impacts de la crise sur l'emploi peuvent être considérés plus critiques

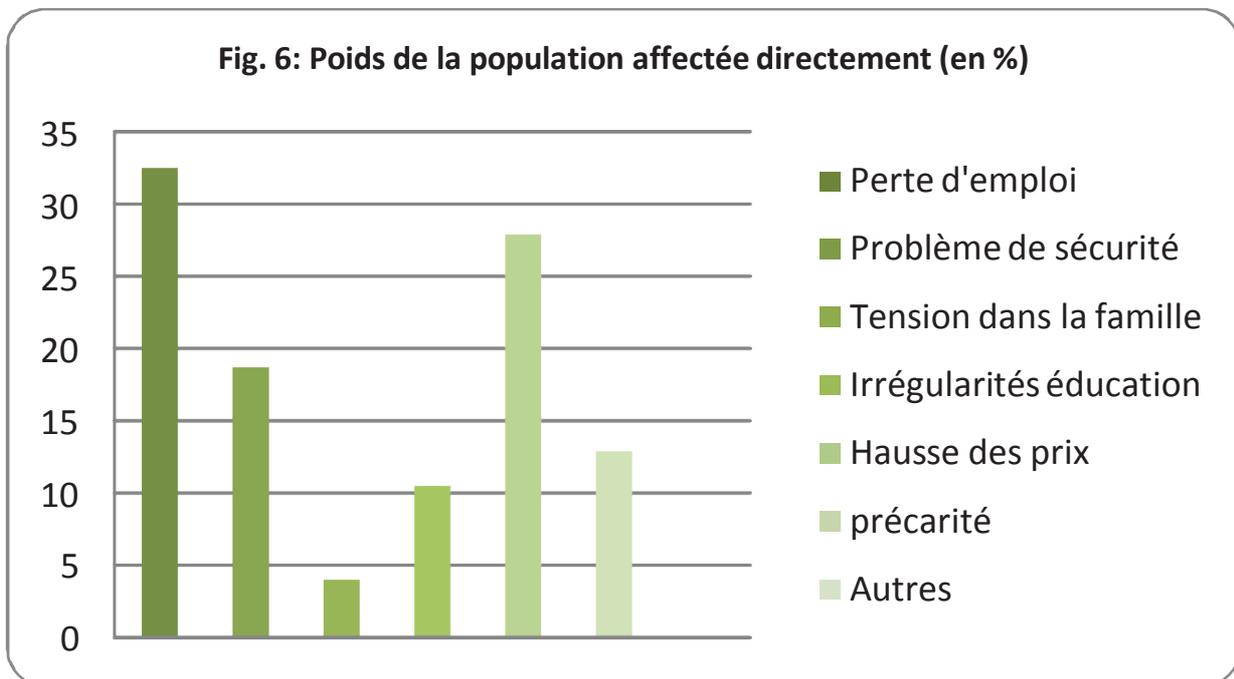
⁹BANQUE MONDIALE, « Madagascar : chiffrer les coûts de la crise politique », Madagascar, 05 juin 2013

¹⁰La croissance du PIB réel en 2008 était de 7,1%, et se rapprochait de zéro en moyenne sur la période 2009-2012.

¹¹ INSTAT, « Le marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo en 2010 : une mise en perspective décennale », 2010

que ces statistiques observées. En effet, en l'absence de système de sécurité sociale les personnes ayant perdu leur emploi se sont tournées, dans un instinct de survie, vers l'informel. Il faut noter que le secteur informel représentait le poids record de 65,1% des emplois en 2010¹². En cohérence avec la perception des personnes sur la manifestation de la crise, la hausse des prix et le problème de sécurité sont respectivement les 2^{ème} et 3^{ème} principaux impacts de celle-ci.

L'appréhension sur la hausse des prix est cependant ambiguë. Car, bien que 27,9% des enquêtés avouent être surtout affectés par la crise à travers la hausse des prix, l'inflation depuis 2009 est relativement maîtrisée. Sur la période 2009-2012, la variation de l'indice des prix à la consommation (IPC), qui sert à mesurer le taux d'inflation à Madagascar, n'a jamais atteint les 10,0% largement dépassés pourtant les années antérieures à cette période¹³. Il semble que l'effritement prononcé du pouvoir d'achat serait surtout le déterminant qui a affecté la consommation. En 2010, par exemple, plus de 51,5% des entreprises non agricoles ont connu une baisse de leur revenu¹⁴. Il n'est pas surprenant que la précarité (en termes de revenus surtout) soit aussi citée comme l'une des principales conséquences de la crise.



¹² Enquêtes 1-2-3, phase 1 « Emploi », 2001-2010, INSTAT/DIAL

¹³ Le taux d'inflation a atteint par exemple 13,8% en moyenne période en 2004

¹⁴ INSTAT, « Enquêtes périodiques auprès des ménages 2010 », Aout 2011

Quant au problème de sécurité, la paupérisation et la déliquescence des institutions de la République en sont les principaux catalyseurs. Des analyses pointent « l'apparition d'armes de guerre aux mains de bandits qui autorise des questionnements légitimes »¹⁵.

Résolution de la crise et élections

La majorité des personnes questionnées (53,4%) est convaincue que les élections feront sortir le pays de la crise politique. Cependant, une grande partie (82,5%) est persuadée que la crise ne sera pas résorbée avant la fin de l'année, c'est-à-dire dans les 5 prochains mois.

Cette acceptation généralisée du principe d'élections libres et transparentes pour sortir de la crise démontre l'enracinement d'une certaine modernité politique dans les conceptions, du moins, pour les grandes villes telles qu'Antananarivo. En effet, en Afrique, le recours aux élections suscite encore beaucoup d'appréhension et beaucoup de réserves. Les élections y sont très souvent sujettes à des critiques plus ou moins violentes. Cette situation est surtout observée en Afrique francophone où l'on considère, souvent, les consultations électorales comme de « véritables impostures se réduisant à de simples formalités administratives dominées par des acteurs politiques se livrant à un banditisme électoral plutôt qu'à une compétition loyale »¹⁶. Il est évident que l'attente des personnes par rapport à la sortie de la crise est la rupture avec le marasme économique.

Si une forte proportion de personnes enquêtées doute que la crise soit résorbée en 2013 c'est certainement parce que les différents schémas¹⁷ de sortie de crise n'ont pas été à la hauteur des espérances. Aussi l'optimisme a souvent cédé la place à la désillusion. Ces expériences ont amené à une certaine prudence chez l'opinion par rapport au futur. La majorité est convaincue que les élections mettront fin au marasme actuel, mais elles ne sont pas certaines que ces élections auront lieu aux dates indiquées.

¹⁵ Rabemananoro Erick, « *Crises cycliques malgaches : mêmes causes, mêmes effets* », p.56

¹⁶ Jean du BOIS de GAUDUSSON - Cahiers du Conseil constitutionnel n° 13 (Dossier : La sincérité du scrutin) –« Les élections à l'épreuve de l'Afrique ».Janvier 2003

¹⁷ Plusieurs accords politiques ont été signés entre les protagonistes depuis 2009 mais ils ont été rarement respectés : Accord de Maputo, Feuille de route, etc...

Situation économique pour le futur

Les personnes interviewées sur les perspectives d'évolution de leur situation économique dans une année sont en général pessimistes. 32,1% des personnes questionnées estiment que leur situation sera plutôt pire qu'aujourd'hui dans une année, et 28,3% n'espèrent aucune amélioration. A peine un peu plus du tiers (31,6%) seulement pense que leur situation s'améliorera.

Généralement, une période post-crise génère l'espoir d'une situation meilleure. Le pessimisme observé chez plus de deux tiers de la population découle certainement de la situation économique qui s'est fortement détériorée pendant ces quatre années. La dégradation prolongée du tissu économique et la décadence de tous les facteurs qui soutiennent la croissance, aussi bien économiques que structurels ou sociaux, suscitent une certaine inquiétude quant à une relance à court terme. Il faut noter, par exemple, que Madagascar a encore régressé de quatre places en 2013 au classement Doing Business¹⁸. Sur 185 pays, la Grande Ile se retrouve à la 142^{ème} place en termes d'environnement économique et institutionnel propice à l'investissement et à l'entrepreneuriat. Ce pessimisme peut être également lié à la conviction que la crise que traverse Madagascar ne sera pas encore résorbée dans une année, comme la section précédente l'a nettement explicitée.

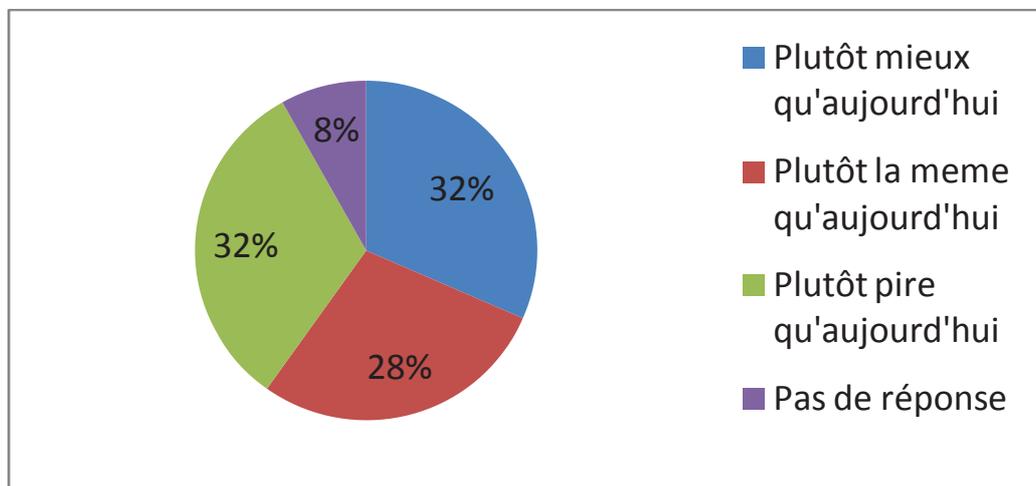


Fig. 7 : Auto estimation de sa propre situation économique dans un an

¹⁸WORLD BANK. 2013., "Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Enterprises" Washington, DC: World Bank Group. DOI: 10.1596/978-0-8213-9615-5. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0

3.4 La confiance envers les Institutions

Avant d'aborder l'analyse des résultats obtenus dans cette rubrique, il faut d'abord expliciter les notions d' « institution » et de « confiance ».

Pour le Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, « *l'institution désigne tout un ensemble d'actions ou de pratiques organisées de façon stable*¹⁹ », une définition qui ouvre la voie à de nombreuses configurations et typologies d'institutions. Même si les institutions politiques, c'est-à-dire les structures institutionnelles qui forment l'ossature d'un régime politique (en l'occurrence le gouvernement et le parlement, avec l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire qui doivent être indépendants les uns des autres en vertu du principe de la séparation des pouvoirs) sont les plus connues, il existe des dimensions sociales et sociétales de l'institution qu'il faut également connaître.

Pour Max Weber, l'institution est un « *groupement dont les règlements statutaires seront octroyés avec un succès relatif à l'intérieur d'une zone d'action délimitable à tous ceux qui agissent d'une façon définissable selon des critères déterminés*²⁰ ». Les associations et autres groupements ayant vocation à réguler les rapports sociaux peuvent donc entrer dans cette catégorie, tout comme les entreprises et autres entités économiques qui visent à stabiliser les modèles sociaux.

Pour Samuel P. Huntington, une institution fonctionnelle doit faire preuve d'adaptabilité, de complexité, d'autonomie, de cohérence avec les valeurs et les attentes des gouvernés²¹. Dans le cadre de ce sondage, douze types d'institutions ont été soumises à l'appréciation du public, à travers la question de la confiance. Avez-vous confiance en les institutions actuelles ? A quel degré ? Les institutions choisies représentent aussi bien la sphère politique qu'économique, sociale et même culturelle malgache. Les bailleurs de fonds (PTF) font aussi partie du lot car ils jouent un rôle prépondérant dans le quotidien des Malgaches et qu'il est par conséquent intéressant de mesurer la confiance que ces derniers leur accordent.

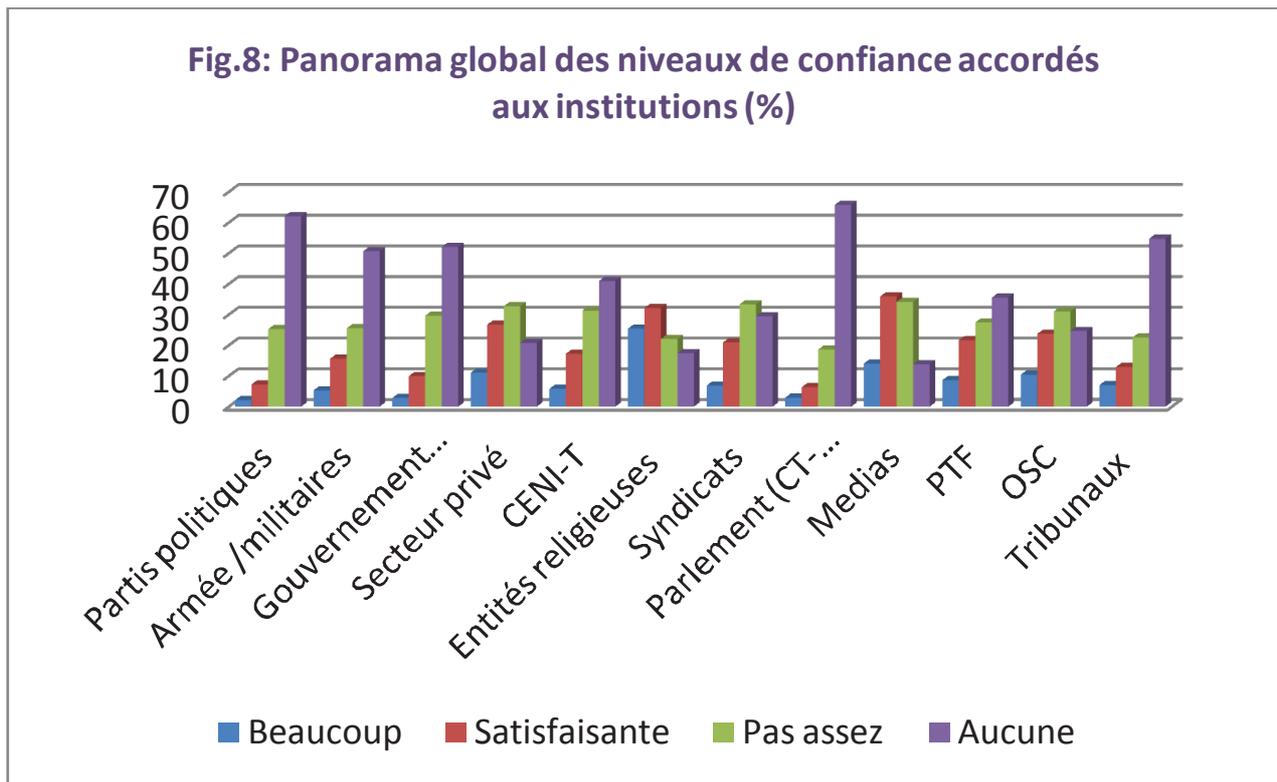
¹⁹G. HERMET, B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3e édition, Paris, Armand Colin, 1998, p.126

²⁰M. WEBER, *Economie et société*, Plon, 1971

²¹S.P. HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968

La confiance est un ingrédient crucial dans le fonctionnement de tout système, politique ou autre. Plus encore, c'est un élément impératif de cohésion sociale allant dans le sens de Simmel qui affirme que la confiance est une des conditions de possibilité d'existence de communautés et que la restriction des formes de confiance pourrait être un indicateur non seulement de l'affaiblissement du lien social, mais aussi la preuve de forts dysfonctionnements institutionnels²². Et un bas niveau de confiance suppose évidemment un haut degré de doute dont les raisons et les causes peuvent être nombreuses, générant un détachement certain du citoyen de la chose politique, le syndrome du *leo pôlitika* (traduction littérale : ne veut plus entendre parler de politique) qui mêle désintérêt et déresponsabilisation.

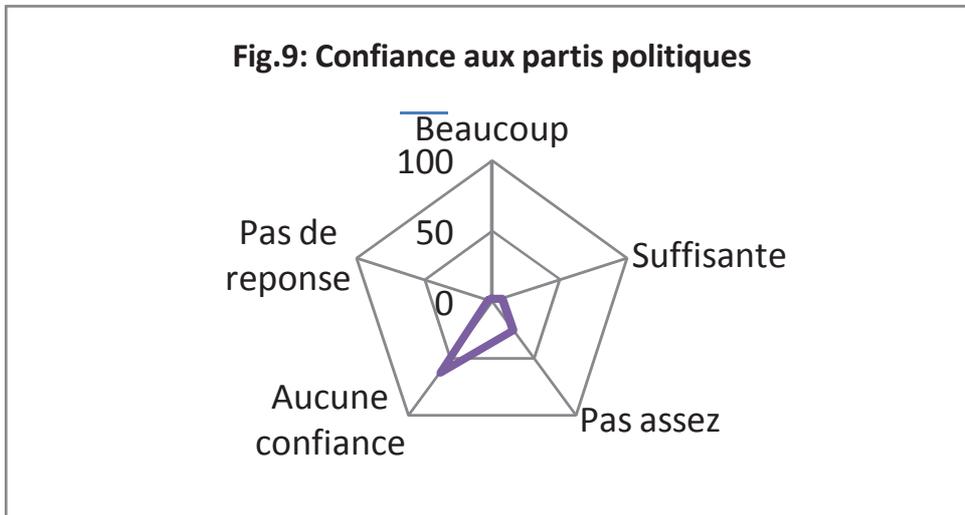
Alors, à quel point le/la Tananarivien(ne) apprécie-t-il/elle (ou non) les institutions actuelles ? Le graphique qui suit donne un aperçu général des réponses données par les personnes enquêtées, avant d'aborder une analyse par institution.



²² G. SIMMEL, Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation, Paris, PUF, 1999

a. Les partis politiques

Le verdict est sans appel : 62,1% des personnes interrogées n'ont aucune confiance aux partis politiques et 25,3% déclarent ne pas leur faire assez confiance, tandis que seulement 9,5% des répondants leur accordent leur confiance, comme le montre ce graphique :



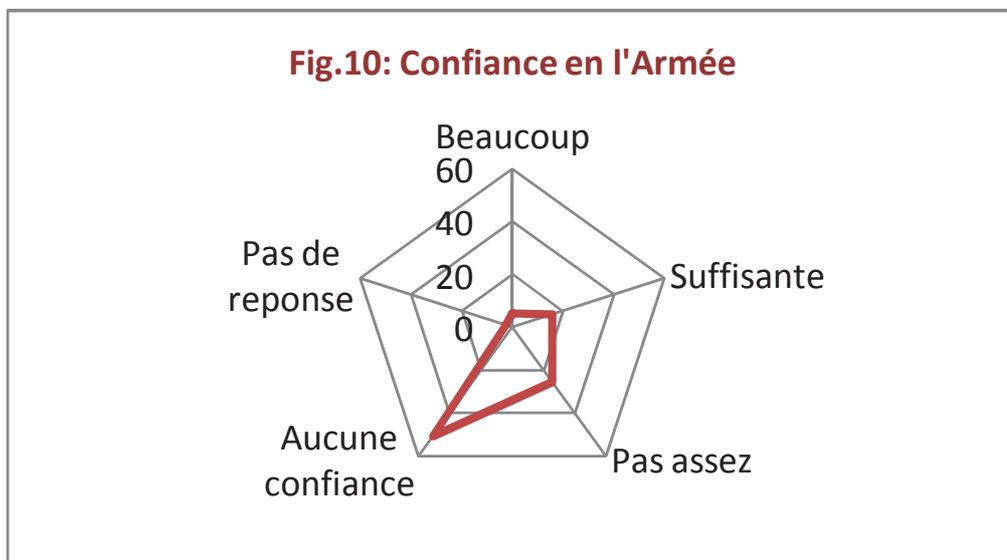
Ces chiffres n'ont rien d'étonnant puisque les Malgaches expriment depuis longtemps, et surtout depuis la période de transition, un ras-le-bol exacerbé pour les partis politiques. L'étude publiée en août 2011 par la FES²³ sur les partis politiques révèle que le clientélisme et le culte du fondateur constituent la règle dans la majorité des partis politiques malgaches. Les partis et les particules politiques se font et se défont au gré des opportunités électorales, les retournements de vestes et les changements de couleurs politiques sont fréquents. L'absence de réglementation claire en matière de financement des partis et l'inexistence de sources stables de revenus exacerbent l'opportunisme et la voracité des partis et, dans une plus large mesure, des politiciens. L'étude souligne également plusieurs maux qui minent les partis politiques malgaches et qui les ont discrédités au fil du temps et à travers les régimes successifs : inamovibilité des dirigeants (et donc, peu de chances pour l'émergence d'une relève sérieuse), inconsistance ou inexistence de projets de société conducteurs, manque d'organisation structurelle et de représentativité, faible proportion de femmes impliquées, etc.

²³R.H.RABARINIRINARISON, J.A. RAVELOSON, Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs, Antananarivo, FES, 2011

Outre ces dysfonctionnements, les partis politiques manquent également d'interaction avec les citoyens qu'ils considèrent uniquement comme un réservoir de voix potentielles en période électorale, mais qu'ils négligent complètement en période ordinaire. Pourtant, l'une des fonctions théoriques d'un parti politique consiste à faire de l'éducation politique et à mobiliser des militants qui pourront asseoir durablement ses idéologies. La construction de la confiance passe normalement par cette interaction continue, mais elle est quasi-inexistante à Madagascar, d'où la méfiance ambiante. Par ailleurs, la constitution des quatre mouvances politiques qui ont promis monts et merveilles à leurs sympathisants, sans toujours pouvoir réaliser leurs promesses, ainsi que le report répété des élections à cause des tergiversations des politiciens font par exemple partie des raisons du désenchantement des Malgaches face à l'univers politique en général, et plus particulièrement envers les partis politiques.

b. Les militaires – L'Armée

Comme le montre le graphique qui suit, 50,7% des personnes interrogées, c'est-à-dire presque la moitié de l'échantillon, déclare n'avoir aucune confiance en l'Armée. Et 25,6% des 49,3% restants disent ne pas lui accorder assez de confiance. C'est-à-dire que 76,3% des répondants se méfient de l'Armée malgache. Pourquoi ?



Les relations du Malgache avec l'Armée ont toujours été compliquées depuis le retour du pays à l'indépendance. Trois grands problèmes gangrènent l'Armée et peuvent expliquer le peu de confiance que les citoyens lui accordent.

D'abord, il y a la constante politisation de l'Armée qui semble être dévolue à exécuter les désirs et les ordres, même les plus iniques, du dirigeant en place, qui est d'ailleurs de par la Constitution couronné du titre pompeux de Chef Suprême des Forces Armées dont il est censé « garantir l'unité²⁴ ». L'histoire récente et contemporaine démontre que l'Armée est loin d'être une et indivisible et que ce sont surtout des prises de position politiques qui sont à la source de ces divisions. En règle générale, les militaires obéissent au plus offrant et les politiciens ne se gênent pas pour gagner leur confiance et les courtiser à coups de promotions en grade et d'avantages en nature, puisque ce sont des instruments puissants en matière de coup d'Etat, de pression et de répression, sauf quand il s'agit de protéger les civils.

Ce qui amène au second problème qui mine l'Armée. Elle a failli à son premier devoir, celui de protéger les citoyens malgaches contre les agresseurs, aussi bien internes qu'externes au territoire. Le grand banditisme et l'insécurité n'ont jamais été aussi forts que depuis 2009. Le phénomène *dahalo* (voleurs de bovidés) continue à terroriser plusieurs régions de Madagascar et les dispositions prises par l'Armée pour lutter contre ce fléau n'ont pas produit de résultats satisfaisants²⁵. Pire, de nombreuses violations des droits humains²⁶ seraient à mettre sur le compte des militaires impliqués dans les opérations menées par l'Armée, semant le doute dans l'esprit des observateurs quant à la neutralité et à l'intégrité des forces de l'ordre et des forces armées malgaches. Certains avancent même que les militaires (ainsi que de hauts fonctionnaires de l'Etat) seraient de collusion avec les *dahalo* dans le juteux trafic de bovidés vers les Comores. Info ou intox ? En milieu rural comme en milieu urbain, la vague de licenciements entraînée par la crise a accouché de son lot de criminels. Vols à la tire, cambriolages, meurtres, rackets, viols et toutes sortes de trafic font régulièrement la une des quotidiens malgaches. Des policiers seraient également impliqués dans ces terribles faits divers, mais seraient couverts

²⁴ Cf. article 56 de la Constitution de 2010 et article 55 de la Constitution de la 3^e République

²⁵ L'opération *Tandroka* lancée par les forces de sécurité malgaches contre les *dahalo* à partir du 13 septembre 2012 n'a par exemple pas permis d'éradiquer le phénomène. Pis, un rapporteur d'Amnesty International, Christian Mukosa, déclare publiquement le 20 novembre 2012 que l'Armée a perpétré un génocide (tout au moins, des massacres) dans les zones d'opération. Ce que l'Armée a démenti dans un communiqué du 28 novembre 2012. La lumière n'a pas encore été faite sur ces événements, éclipsés par les événements politiques, mais ils valent la peine d'être élucidés et explicités.

²⁶ Lire ici le rapport 2013 d'Amnesty International qui fait encore état d'homicides illégaux en relation avec la répression des *dahalo*, <http://www.amnesty.org/fr/region/madagascar/report-2013>

encore une fois par des politiciens haut-placés. Comme le Malgache de la rue ne fait pas de différence entre un militaire, un policier et un gendarme, il se peut qu'il ait décidé de ne plus faire confiance à tous ceux qui portent un uniforme et une arme car ils ne protègent ni sa personne, ni ses biens.

En dernier lieu, le Malgache se méfie des militaires et de l'Armée en général car les hauts gradés malgaches, et une grande partie des officiers, ont été (et sont) formés en France. Dans l'imaginaire populaire, ils sont encore à la solde de l'ancienne puissance coloniale qui continuerait à tirer les ficelles à Madagascar, tant sur le plan politique qu'économique. Que ceci soit vrai ou faux (ce n'est pas l'objet de cette étude), le Malgache n'aime pas les traîtres, et c'est peut-être pour cela que plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'avaient aucune confiance en l'Armée. Les 15,7% de personnes qui déclarent lui vouer une confiance suffisante, ainsi que les 5,4% qui disent lui faire totalement confiance espèrent sans doute qu'une prise de pouvoir par l'Armée mettra rapidement fin à la crise et fera régner l'ordre sur le pays, mais rien n'est moins certain. La politisation et la vénalité des différents corps armés n'augurent rien de bon.

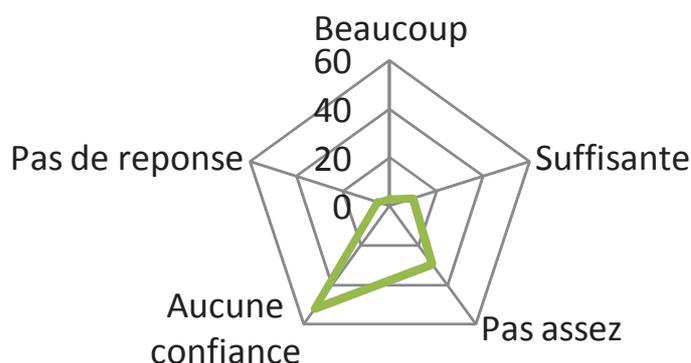
En un mot, il est loin le temps où les Malgaches avaient acclamé l'accession d'un militaire (le Général Ramanantsoa) ou d'un gendarme (le Colonel Ratsimandrava) au pouvoir. La plupart des observateurs s'accordent à dire que l'Armée a besoin de sérieuses réformes²⁷, mais qui osera s'attaquer à cette machine de pouvoir ?

c. Le gouvernement d'union nationale

A la question de savoir si le gouvernement d'union nationale mérite ou non leur confiance, et à quel degré, 52,1% des personnes interrogées ont répondu par la négative. Elles ne lui font aucune confiance. 29,7% ne lui font pas assez confiance. 10% ont en lui une confiance suffisante et seulement 2,9% lui font entièrement confiance.

²⁷ Lire à ce propos les communiqués du SeFaFi du 17 septembre 2012 « De la nécessaire réforme des forces armées », <http://sefafi.mg/fr/posts/de-la-necessaire-reforme-des-forces-armees>, et du 21 Mai 2010 « Forces armées, crise politique et démocratie », <http://sefafi.mg/fr/posts/forces-armees-crise-politique-et-democratie>

Fig.11: Confiance au gouvernement d'union nationale



Quelques raisons peuvent être avancées pour expliquer cette frilosité du public envers le gouvernement.

D'abord il faut savoir et comprendre que ce gouvernement d'union nationale, dont les membres ont été nommés par décret le 28 novembre 2011, obéit théoriquement à la Feuille de route, et donc à un partage des ministères entre les mouvances politiques reconnues par et signataires de ladite Feuille de route. Le citoyen lambda n'est pas forcément capable de comprendre les raisons politiques et stratégiques d'une telle répartition, mais il perçoit le gouvernement comme une institution au sein de laquelle les ministres s'organisent pour mieux voler le pays et tromper les citoyens - et non pour gérer les affaires nationales. Par ailleurs, la plupart des ministres nommés dans ce gouvernement sont issus des partis politiques en qui 62,1% des personnes interrogées n'ont aucune confiance. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'elles les rejettent.

Ensuite, il est possible que l'utilisation du terme « union nationale » incommode et entraîne une méfiance supplémentaire à l'endroit du gouvernement. En effet, si le gouvernement est dit d'union nationale, cela suppose que la nation n'est pas unifiée, qu'il existe des clivages identitaires, des clivages que les citoyens, pourtant, ne ressentent pas forcément. Cela crée la même confusion que celle liée au concept de réconciliation nationale. Les citoyens peuvent se demander : mais qui doit-on réconcilier avec qui ? Qui doit-on unir dans ce gouvernement ? Les citoyens sont en droit d'estimer que les conflits qui sous-tendent la crise politique malgache sont justement...politiques, et non identitaires ou ethniques, et que par conséquent, il n'est point besoin de parler

de réconciliation et d'union nationale, que ce ne sont que des subterfuges, des manœuvres politiques visant à mieux se diviser le pouvoir, au nez et à la barbe de la population. C'est une hypothèse comme une autre qu'il faut envisager.

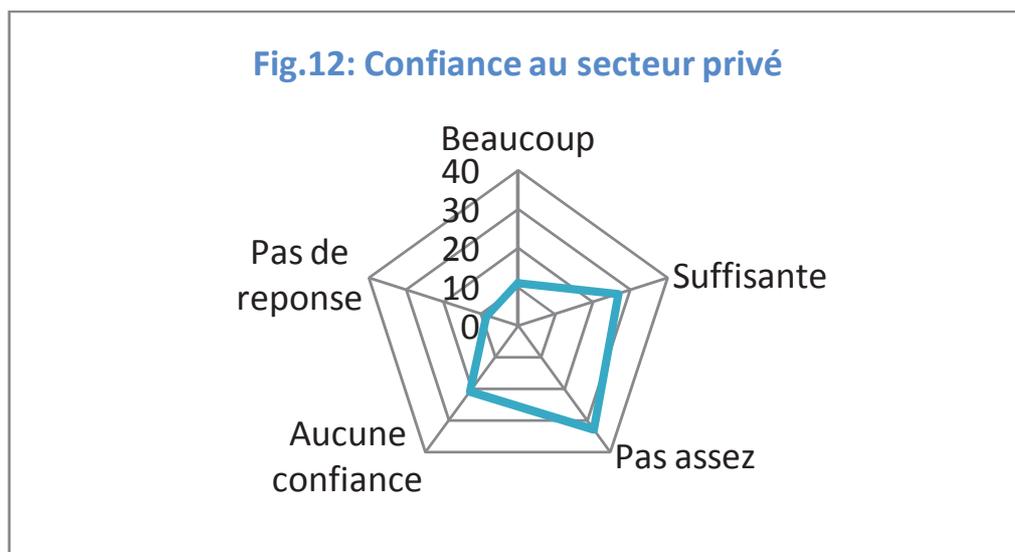
Ce désaveu pourrait aussi trouver son origine dans la déception des personnes interrogées à l'endroit du gouvernement qui à leurs yeux n'a pas été en mesure de résoudre ou d'atténuer les problèmes (pertes d'emploi, insécurité, hausse des prix, tensions familiales, etc.) auxquels elles sont confrontées dans leur quotidien. Même si le gouvernement d'union nationale n'a été mis en place que depuis novembre, il est certain que les citoyens ont espéré qu'il agisse en leur faveur pendant ces deux ans et que leur espoir a été déçu. D'où le déclin (si déclin il y a, puisqu'on ne dispose pas de valeurs de comparaison datant d'avant novembre 2011) de la confiance accordée au dit gouvernement.

En dernier lieu, il n'est pas dépourvu de sens de supposer que le manque de confiance exprimé par les répondants s'explique par la déception des citoyens quant aux moyens déployés par le gouvernement d'union nationale pour mettre rapidement fin à la crise politique. Même si ce gouvernement a été théoriquement mis en place pour assurer la continuité des affaires nationales, il est tout de même certain que les citoyens ont placé plus d'espoir en lui pour, entre autres, mettre un terme à la transition, notamment à travers le soutien à l'organisation des élections.

d. Le secteur privé

Les opinions exprimées pour mesurer le degré de confiance accordé aux entreprises du secteur privé sont assez mitigées. 32,7% des répondants disent ne pas avoir assez confiance en ces entreprises, tandis que 26,8% leur expriment une confiance suffisante, 11,1% leur font totalement confiance et 20,8% ne leur accordent aucune confiance. Les réponses positives totalisent donc 37,9% des opinions exprimées tandis que les réponses négatives récoltent 53,5% des opinions. 8,5% des personnes interrogées se sont quant à elles abstenues de répondre à la question.

Fig.12: Confiance au secteur privé



La crise a généré de nombreux chômeurs, notamment dans les zones franches et autres petites et moyennes entreprises. Le BIT et le PNUD parlent de « 336.000 emplois détruits, 90% d'emplois vulnérables, 91% des entreprises formelles touchées, baisse de 51% des investissements directs étrangers, chute de 11% des revenus par habitant entre 2008 et 2010²⁸ ». Ces chômeurs ont certainement cherché à se recaser ailleurs, sans succès. Peut-être en tiennent-ils rigueur aux entreprises du secteur privé, sans considérer le fait que le secteur privé lui-même a, lui aussi, été victime de la récession économique.

L'autre hypothèse qui peut être avancée est que les citoyens se méfient du secteur privé à cause des inévitables liens qu'il entretient avec le milieu politique. Les citoyens savent en effet, à divers niveaux et par le biais de canaux différents (médias, bouche-à-oreille, relations professionnelles) que la plupart des politiciens possèdent des entreprises dans le secteur privé et que les groupements des entreprises du secteur privé (SIM, GEM, FIVMPAMA, etc.) constituent des antichambres du pouvoir. Il n'est pas impossible que des financements occultes à destination de partis politiques ou d'hommes/femmes politiques partent de ces lobbies. Même si le gel de la TVA décrété par le secteur privé à la fin mai 2013 a été largement salué par l'opinion publique, certains estiment que ce n'était qu'une occasion pour se faire de la publicité, une parade pour cacher de sombres conciliabules politiques, ou encore que l'initiative a été déclenchée trop tardivement, quand les politiciens ont déjà eu tout le loisir d'accomplir leurs méfaits et de ruiner le pays. La mesure qui a duré

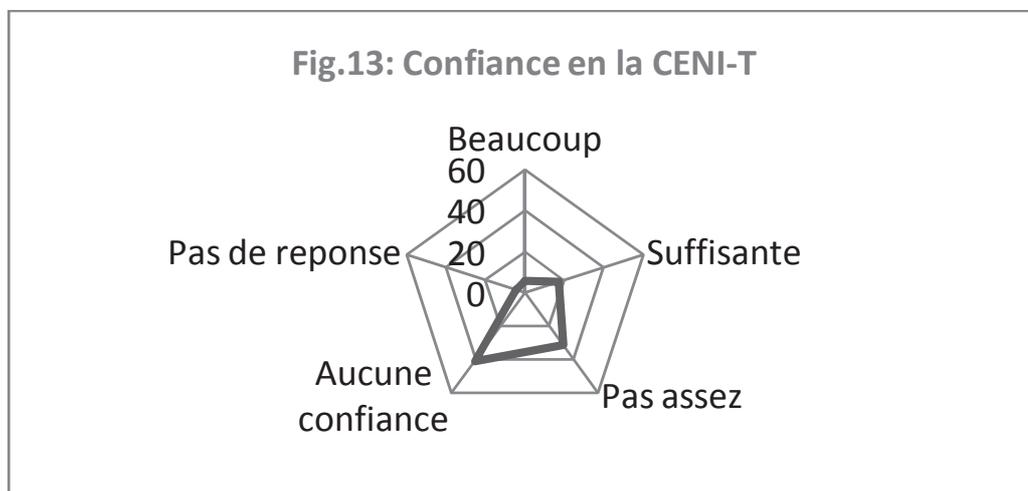
²⁸ BIT, PNUD, « Madagascar – Evaluation des impacts de la double crise sur l'Emploi », Décembre 2011, p.ix

deux mois a, dans tous les cas, fait couler beaucoup d'encre quels qu'aient été les résultats réels en termes de pression²⁹.

Enfin, il est possible que le haut niveau de rémunération dans certaines entreprises florissantes du secteur privé, comparé au niveau de salaire des fonctionnaires ou au revenu de ceux qui œuvrent dans l'informel, ait suscité une certaine forme de ressentiment dans les rangs des catégories socioprofessionnelles interrogées dans le cadre du sondage. Si le Malgache lambda survit en effet au jour le jour et que la classe moyenne risque bientôt de disparaître, les patrons du secteur privé roulent pour la plupart en grosses berlines ou en 4x4, se font soigner à l'étranger et scolarisent leurs enfants dans des établissements huppés.

e. La CENI-T

La CENI-T récolte de mauvaises notes puisque 41% des personnes interrogées ne lui font aucunement confiance, 31,3% ne lui font pas assez confiance et seulement 17,3% lui accordent une confiance suffisante, pour 5,9% qui lui font entièrement confiance. Le cumul des pourcentages montre que 72,3% des répondants ont donc une image négative de la CENI-T.



La première raison de cette mauvaise appréciation peut résider dans la dénomination de l'institution. Cela peut sembler étrange mais le fait que

²⁹ Lire à ce propos « Gel de la TVA – L'Etat reste imperturbable », de Lantoniaina Razafindramiadana, L'Express de Madagascar du mardi 04 juin 2013. <http://www.lexpressmada.com/gel-de-la-tva-madagascar/43768-l-etat-reste-imperturbable.html>

l'organisation des élections soit confiée à la Commission Electorale Nationale Indépendante « pour la Transition » a pu déstabiliser les citoyens. La CENI-T peut-elle vraiment être indépendante alors qu'elle appartient au corpus de la transition ? Le doute est permis même si la CENI-T a toujours manœuvré de façon à prouver cette indépendance, par exemple lors de ses bras-de-fer à répétition avec le Président de la Transition à propos du calendrier électoral.

Ensuite, le principal tort qui peut être imputé à la CENI-T est son incapacité à maintenir les calendriers électoraux qu'elle fixe, même indépendamment de sa volonté. Les citoyens lui auraient sans aucun doute accordé plus de crédit si elle avait tenu tête aux politiciens (mais aussi quelque part, à la communauté internationale) et imposé ses échéances électorales. Aujourd'hui, la CENI-T a une dernière chance de faire ses preuves en respectant le nouveau calendrier électoral, même si beaucoup attendent également de voir si les élections seront vraiment crédibles et transparentes et comment elles seront gérées dans le concret.

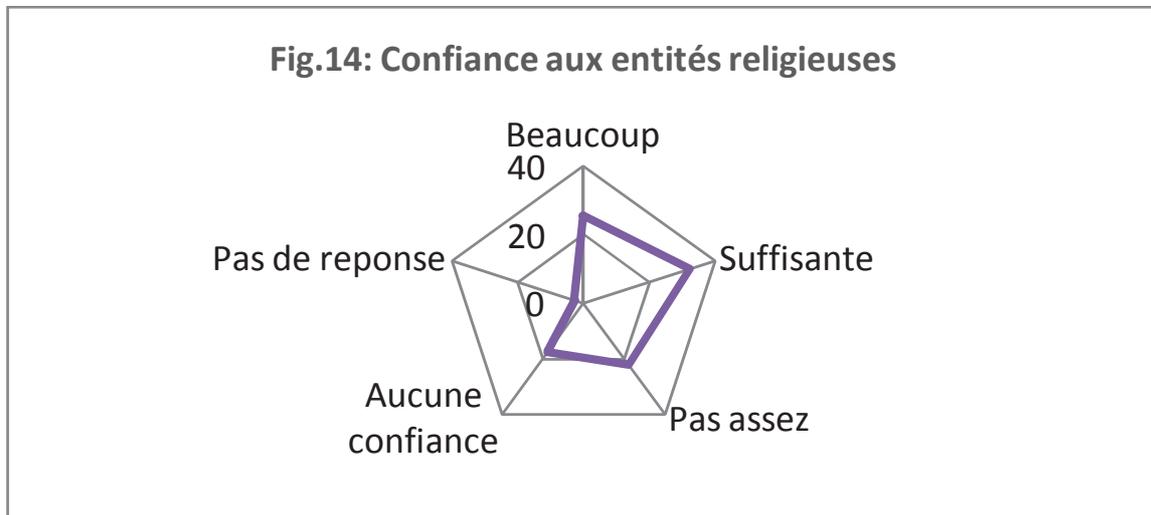
Enfin, si la majorité des personnes interrogées ne lui fait pas vraiment ou aucunement confiance, c'est probablement parce qu'elles ne savent pas grand-chose de la CENI-T : ses missions, ses rôles et son organisation. Les citoyens ne connaissent généralement que ce que les médias veulent bien leur transmettre. Combien de personnes parmi l'échantillon ont-elles eu l'occasion ou la curiosité de lire la loi n°2012-004 du 1^{er} février 2012 régissant la CENI-T³⁰ ? Leur nombre est certainement très limité. Et on peut difficilement accorder sa confiance à une entité qu'on ne connaît que de façon approximative. De même, la CENI-T est encore loin d'avoir rempli son obligation d'information et d'éducation électorale (sur le bulletin unique, le déroulement du scrutin, etc.) et c'est peut-être pour cela que les citoyens ordinaires ne peuvent pas se prononcer positivement sur son cas. Cette hypothèse est assez dérangeante car le sondage a été effectué en pleine ville. Si, en zone urbaine, les connaissances des citoyens en matière d'élections sont limitées, que peut-il en être en milieu rural ?

f. Les entités religieuses

32,2% des personnes interrogées déclarent faire suffisamment confiance aux entités religieuses, et 25,5% leur feraient totalement confiance. Ce qui fait 57,7% de réponses positives contre 39,6% de réponses négatives (22,1% ne leur

³⁰ Tous les textes régissant les élections sont consultables sur <http://www.ceni-madagascar.mg/>

font pas assez confiance et 17,5% ne leur accordent aucune confiance). Des chiffres qui contrastent avec les résultats analysés précédemment puisque, pour la première fois, une catégorie d'institutions accroche la confiance des répondants.



Il faut d'abord remarquer que les entités religieuses dont il est question ici regroupent toutes les associations culturelles existantes, les églises reconnues, l'islam ainsi que toute autre forme de religion, sans distinction. Ensuite, il est certain que le Malgache accorde beaucoup d'importance à la spiritualité et ne se permet pas de dénigrer les entités religieuses. Beaucoup considèrent les questions de foi comme des sujets personnels, intimes et sacrés et n'osent pas en débattre publiquement³¹.

Les 39,6% de répondants négatifs se méfient des entités religieuses pour l'implication de certaines d'entre elles en politique. Des candidats déclarés, issus de diverses associations culturelles qualifiées des sectes ou d'églises mineures en tenant des propos exubérants ont suscité la méfiance des observateurs sur le long terme. Leur seule implication en politique a pu choquer le public, vu les mauvaises expériences résultant de la combinaison religion/Etat.

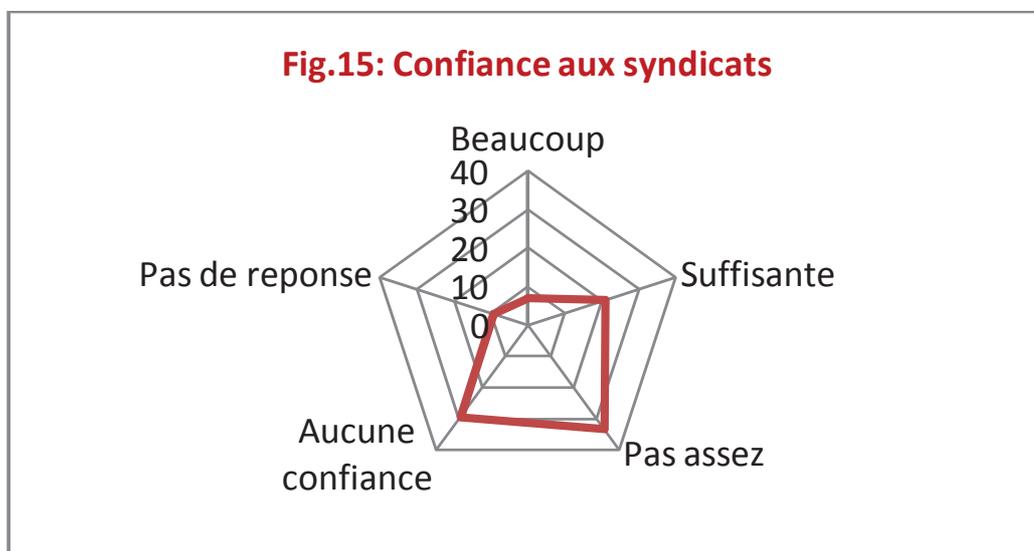
³¹ Comme le sondage a été réalisé à Antananarivo, il est intéressant de comprendre les pratiques et comportements religieux dans la ville. Lire à ce propos François ROUBAUD, Religion et pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo, mars 1998, Projet MADIO, 29p.

Une autre raison qui pourrait expliquer le scepticisme de certaines personnes interrogées par rapport aux entités religieuses réside dans le comportement du FFKM. Ce dernier s'est, depuis les années 1990, posé en médiateur de conflits politiques, mais apparemment lors de cette crise de 2009, il a échoué. Certains observateurs peuvent être irrités par son insistance à se mêler de conflit politique mais d'autres peuvent être frustrés par le fait que cette implication n'ait pas produit de résultat significatif³².

Les 17,5% de personnes qui déclarent n'avoir aucune confiance en les entités religieuses peuvent quant à elles être des athées ou des agnostiques, ou bien des adeptes de la laïcité de l'Etat qui abhorrent toute implication de l'église dans les affaires politiques (et vice-versa).

g. Les syndicats

Les réponses fournies à la question sur les syndicats tendent plutôt vers le négatif car 29,5% des personnes interrogées déclarent ne leur accorder aucune confiance et 33,4% disent ne pas leur faire assez confiance, soit un total de 62,9% de réponses négatives. 21% des répondants déclarent quant à eux faire suffisamment confiance aux syndicats et 6,9% seulement disent leur faire totalement confiance.



³² Lire par exemple à ce propos « Médiation du FFKM, situation bloquée », Dominique R., Midi Madagasikara du Jeudi 04 Juillet 2013 <http://www.midi-madagasikara.mg/politique/mediation-du-ffkm-situation-bloquee>

La première hypothèse à formuler à propos de la confiance accordée aux syndicats est en relation avec la réputation sulfureuse de ces derniers. Les syndicats sont, en effet, plus connus pour être des meneurs de grève ou des auteurs de troubles, que des défenseurs des droits des travailleurs, même si leur longue histoire, depuis 1930, a vu des moments plus brillants. La grève des enseignants qui a conduit au report des examens officiels a certainement pesé dans la balance des opinions puisque les parents d'élèves ont peu apprécié ce chamboulement du calendrier scolaire et les impacts qu'il a pu avoir sur leurs enfants. Quelle que soit la justesse de la cause défendue, l'opinion publique ne peut pas forcément cautionner les agissements des syndicats. Les Malgaches n'ont pas la fibre contestataire et ceux qui réclament leurs droits sont presque immédiatement perçus comme des marginaux.

En second lieu, les réponses négatives ont pu être induites par la méconnaissance des rôles et des attributions des syndicats par le grand public. En effet, ce qui est inconnu peut faire peur, d'où cette méfiance manifeste pour des organismes dont les fonctions demeurent mystérieuses pour le plus grand nombre puisque seulement 10% à 14% seulement des travailleurs seraient affiliés à des syndicats³³, et qu'un nombre important des personnes en activité sont dans l'informel – là où il n'existe pas de syndicats.

En troisième lieu, le manque de confiance accordée aux syndicats peut s'expliquer par la politisation manifeste et reconnue de certains d'entre eux. L'histoire a en effet montré que les partis politiques/politiciens n'hésitent pas à se servir des syndicats au moment opportun. Le cas du syndicat des fonctionnaires est significatif puisque les « révolutions » successives, depuis 1972, sont toutes passées par la paralysie de l'appareil administratif à travers ses mobilisations. En 2002, les ténors du syndicat de fonctionnaires ont même été récompensés par des postes politiques pour leur assiduité et leur soutien indéfectible.

Le manque de ressources et d'organisation des syndicats peut aussi jouer en leur défaveur et entraîner des comportements déviants qui ne sont pas bien vus par le public. Comme l'expliquent Guy Hermet et ses al., « *La division syndicale et la faiblesse d'un syndicalisme très politisé aux effectifs réduits et aux ressources limitées sont autant de facteurs qui freinent la mobilisation comme*

³³ In « 1^{er} mai 2013 : la syndicalisation reste difficile », La Gazette de la Grande Ile, jeudi 02 mai 2013 http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=31044&Itemid=55

l'ampleur des grèves qui touchent davantage le secteur public que le monde de l'entreprise privée, certains secteurs de syndicalisme (...) n'hésitant pas à s'engager même dans des stratégies de concertation de type néo-corporatiste avec l'Etat³⁴.»

Quant aux personnes qui ont déclaré faire suffisamment ou totalement confiance aux syndicats, elles peuvent soit en faire partie elles-mêmes, soit avoir bénéficié de leurs actions par le passé, soit apprécier les résultats de leurs mobilisations. Dans tous les cas, les syndicats sont encore des forces sociales peu connues et souvent exploitées dans le mauvais sens à Madagascar. Ils gagneraient à être mieux structurés pour des impacts plus probants sur la vie des travailleurs. Les jalons posés par la FES sont idéaux pour ce faire : « *Les syndicats doivent avoir une organisation démocratique ; ils doivent être indépendants de l'Etat, des partis politiques et des autres institutions, dans leurs conditions d'adhésion vis-à-vis des leurs et de leurs actions. Leur slogan principal est la justice sociale et la démocratie sur le lieu de travail³⁵.»*

h. Le CT et le CST

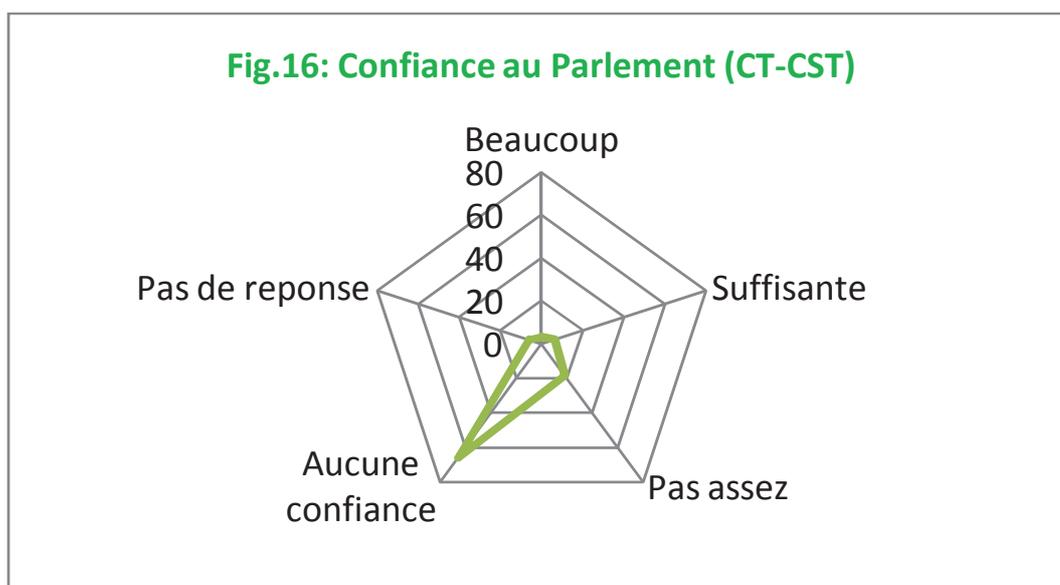
Le public n'a pas confiance au parlement actuel regroupant le Congrès de la Transition et le Conseil Supérieur de la Transition³⁶. Aucun doute n'est permis quant aux tendances enregistrées puisque 65,8% des personnes interrogées déclarent ouvertement ne lui accorder aucune confiance, 18,7% ne lui font pas assez confiance et seulement 9,4% des répondants disent lui faire suffisamment ou totalement confiance. L'analyse comparée des résultats montre que le parlement de la transition remporte haut la main la palme de l'institution la plus honnie de Madagascar. Pourquoi ? Ce jugement plus que sévère est-il mérité ? Apparemment, oui.

³⁴ In G. HERMET, B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, p.266

³⁵ H. ANDRIANASY, S. GROEGER, « Le mouvement syndical à Madagascar », FES, Août 2011

³⁶ Pour comprendre la composition actuelle du parlement malgache, lire « *Madagascar : nomination des 528 membres du nouveau parlement de la transition* », article du 1^{er} décembre 2011, sur Afriquinfos <http://www.afriquinfos.com/articles/2011/12/1/afrique-australe-192044.asp>

Fig.16: Confiance au Parlement (CT-CST)



La première raison pouvant expliquer le manque de confiance du public envers les parlementaires est sans conteste le fait qu'ils n'ont pas été élus. Ce sont des étrangers pour les citoyens qu'ils sont censés représenter, et leurs comportements depuis leur nomination n'ont pas amélioré les choses. Nombreux sont les députés et sénateurs de fait qui se sont illustrés dans la rubrique des faits divers pour diverses raisons, allant du viol sur mineure³⁷ à l'implication dans le trafic de bois de rose. On peut dire qu'ils ont bien profité des largesses du pouvoir de fait. Les parlementaires de la transition sont surtout connus pour leur voracité et leur goût du pouvoir mais aussi pour leur dextérité à voter les lois de façon expéditive, sans véritables discussions sur le fond. Les rémunérations et avantages réclamés par les parlementaires de la transition ont fait couler beaucoup d'encre puisqu'ils n'ont trouvé que peu de contrepartie en matière de prise de responsabilités.

Une autre raison pourrait expliquer le manque de confiance des personnes interrogées envers les parlementaires : ce sont pour la plupart des politiciens, débutants ou confirmés, mais appartenant dans tous les cas à cette catégorie d'institutions dont se méfient tant les citoyens, à savoir les partis politiques. Et cette supposition peut se révéler juste dans la mesure où les « postes » de députés ou de sénateurs ont été littéralement distribués aux quatre vents en guise de remerciements pour les services rendus lors des événements de 2009,

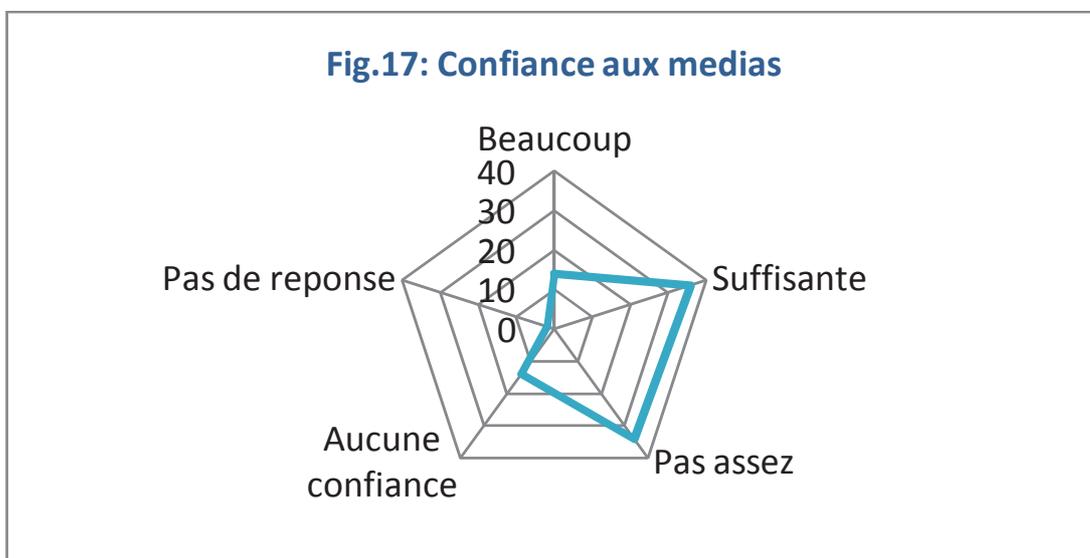
³⁷ Lire à ce propos « Le membre du CST Jao Jean arrêté pour viol », Iloniaina Alain, L'Express de Madagascar du Jeudi 1^{er} décembre 2011, <http://www.lexpressmada.com/antsohihy-madagascar/29689-le-membre-du-cst-jao-jean-arrete-pour-viol.html>

sans tenir compte des compétences ou des qualifications des concernés. Il n'est donc pas étonnant si les parlementaires renâclent aujourd'hui à abandonner leurs postes et recherchent à tout prix à s'associer aux candidats qui pourraient servir au mieux leurs intérêts dans le futur.

En ce qui concerne les marques de confiance exprimées en faveur des parlementaires de la transition, elles ne peuvent s'expliquer que de deux façons. Soit les répondants ont un lien avec un(e) actuel(le) parlementaire et bénéficient, directement ou indirectement, des retombées de la fonction, soit ils sont des militants des partis dont sont issus ces parlementaires. Car il est impossible autrement de cautionner l'existence même de ce parlement et de permettre aux parlementaires actuels d'avoir une chance aux législatives, en leur accordant une quelconque confiance.

i. Les médias

Les réponses enregistrées en ce qui concerne les médias tendent légèrement vers le positif, même si elles sont assez mitigées, puisque 50,1% des personnes interrogées déclarent faire suffisamment (36%) ou totalement (14,1%) confiance aux médias, alors que 48,1% ne leur font pas assez (34,2%) ou pas du tout (13,9%) confiance.



Les Malgaches sont friands d'actualités, même si l'accès à l'information reste matériellement limité dans le pays, pour plusieurs raisons : faiblesse du pouvoir d'achat, illettrisme, diffusion limitée des supports médiatiques, etc. Les medias

traditionnels ont toujours la cote puisque le taux de pénétration d'internet est encore embryonnaire (2,1% pour 36.000 abonnés en 2012³⁸) et les coûts de la connexion relativement élevés³⁹. La relative confiance accordée aux médias pourrait donc, d'abord, s'expliquer par le fait que les citoyens accordent du crédit à ce qu'ils disent, faute de pouvoir mieux s'informer. Mais elle peut aussi être en lien avec les convictions politiques des personnes interrogées, comme expliqué plus bas.

A Madagascar, les médias publics sont toujours utilisés comme porte-parole du régime en place. La neutralité, l'impartialité et l'objectivité des informations qu'ils diffusent laissent de ce fait à désirer. Ceci peut suffire à justifier le manque de confiance aux médias. Mais il y a aussi la constante ingérence des patrons de presse – pour la plupart politisés – dans la ligne éditoriale de leurs titres, et qui laisse encore une fois peu de place au traitement objectif de l'information. Les périodes électorales voient souvent la création de nouveaux médias qui servent de canaux de propagande aux candidats qui peuvent se les offrir. La plupart des médias ont de ce fait une couleur politique et les personnes qui les consomment se divisent elles aussi automatiquement en plusieurs factions politiques. Ce qui peut expliquer la méfiance qui règne envers les médias des « autres », ceux que les personnes interrogées ne lisent, n'écoutent ni ne regardent pas forcément. Cette hypothèse est également valable dans l'autre sens, c'est-à-dire que la confiance envers un média donné peut justement s'expliquer par les convictions politiques du répondant. Il fait confiance aux médias qui diffusent/écrivent ce qui lui plait. Simple logique.

L'édition 2012 du Baromètre des Médias Africains consacré à Madagascar résume bien la situation : *« L'impact le plus direct des crises politiques et économiques auxquelles le pays fait face est la polarisation du débat. Aujourd'hui, à Madagascar, il est presque impossible d'entendre parler d'un citoyen neutre ou indépendant dans sa pensée (...) Même les professionnels des médias qui devraient briller pour leur neutralité et leur impartialité ne sont pas exclus de ce constat. La politisation et la patronalisation de la propriété des médias où chaque politicien et entrepreneur est convaincu que son salut passe*

³⁸ Source : GOTICOM

³⁹ Néanmoins, l'utilisation des réseaux sociaux – qui peuvent dans une certaine mesure être qualifiés de nouveaux médias, grimpe en flèche depuis quelques années, comme le montre cette petite étude réalisée par Mada Initiatives <http://madainitiatives.wordpress.com/2010/07/08/des-statistiques-sur-les-medias-sociaux-a-madagascar/>

par un contrôle de plus en plus hégémonique des moyens de communication a largement contribué à cette polarisation. Malgré le nombre impressionnant de journaux, radios et télévisions, le discours public est de plus en plus monolithique parce que les organes de presse sont détenus et contrôlés par quelques personnes. Les journalistes constatent de plus en plus d'ingérence dans la prise de décision par les propriétaires qui sont plutôt guidés par leurs intérêts politiques et économiques. La pratique de l'autocensure est devenue un modus operandi dans la plupart des rédactions aujourd'hui. La peur d'être réprimandé ou d'être licencié pousse de nombreux journalistes à taire des sujets qu'ils considèrent gênants pour le propriétaire⁴⁰.»

L'amateurisme dû au manque de formation de certains journalistes peut également jeter un froid dans l'appréciation du public. Certains font dans l'exagération alors que d'autres effleurent à peine leur sujet, laissant le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur sur sa faim. Certains journalistes fonctionnent également à la commande tandis que d'autres se font payer pour couvrir un évènement. Ces pratiques s'apparentent à de la corruption et contribuent à ternir l'image du journaliste, et des médias en général, aux yeux du public⁴¹.

j. Les bailleurs de fonds (PTF)

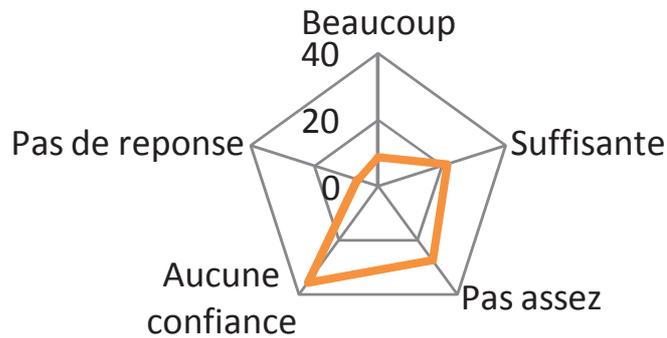
Les bailleurs de fonds, plus élégamment connus sous le nom de Partenaires Techniques et Financiers⁴², ne sont pas des inconnus pour les Malgaches dont la survie dépend souvent de leur aide. Pourtant, les personnes interrogées font état d'un manque de confiance cinglant envers ces PTF puisque 35,6% disent n'avoir aucunement confiance en eux et 27,5% déclarent ne pas avoir suffisamment confiance en eux, soit un total de 63,1% de réponses négatives. 21,7% des personnes interrogées déclarent par contre faire suffisamment confiance aux PTF et 8,7% disent leur faire totalement confiance. Pourquoi ce désaveu ?

⁴⁰Friedrich Ebert Stiftung, "Baromètre des Medias Africains – Madagascar", Windhoek, 2012, p.6

⁴¹ Lire à ce propos « Madagascar, le prix des mots », un article de L. DECLOITRE paru dans Libération du 15 octobre 2012, http://www.liberation.fr/medias/2012/10/15/madagascar-le-prix-des-mots_853452

⁴² Le terme regroupe divers organismes selon les secteurs, mais les PTF les plus connus sont le FMI, la Banque Mondiale, les organismes du Système des Nations Unies (PNUD, FNUAP, PAM, UNESCO, UNICEF, etc.), WWF, l'Union Européenne, la Coopération Suisse, etc. Les ambassades et consulats diplomatiques entrent également dans cette dénomination.

Fig.18: Confiance aux bailleurs de fonds (PTF)



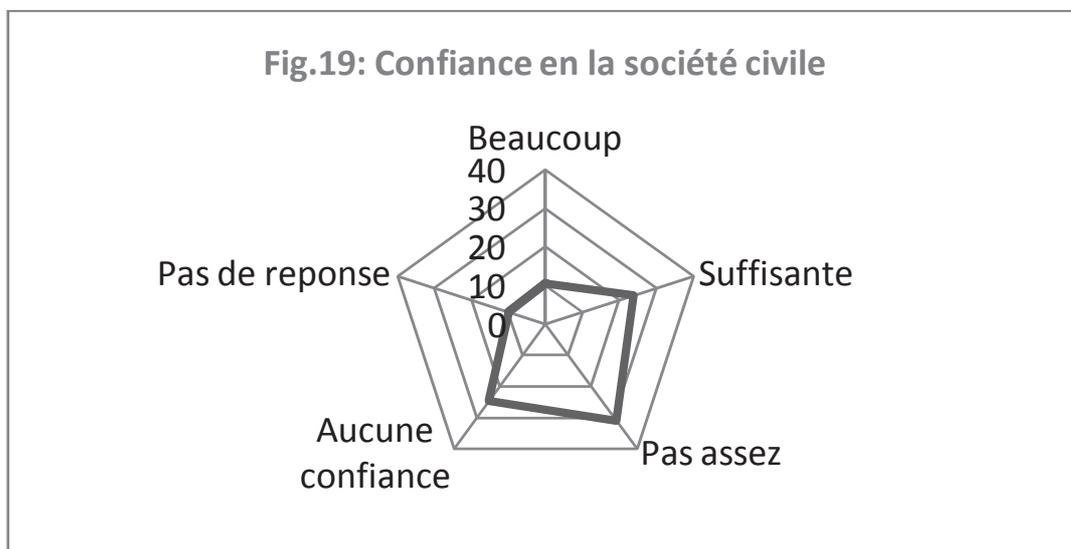
En premier lieu, il est certain que les sanctions économiques et financières infligées à Madagascar par la communauté internationale suite au changement inconstitutionnel de pouvoir de 2009, comme le retrait de l'AGO, ont été peu appréciées par la population qui a le sentiment de payer pour les erreurs commises par les politiciens. Ensuite, la montée en flèche de la pauvreté générée en partie par la suspension de l'aide internationale n'a fait qu'accroître le ressentiment de la population envers ces PTF qui lui semblent tellement inaccessibles mais qui influencent pourtant son existence de façon importante. Et bien évidemment, l'intervention des différents médiateurs étrangers comme le GIC-M et la SADC dans la résolution de la crise malgache a été ressentie comme une ingérence dans les affaires nationales – une situation que peu de Malgaches tolèrent. De quoi favoriser la diabolisation des bailleurs de fonds qui traînaient déjà une certaine réputation depuis l'épisode désastreux de l'ajustement structurel, dans les années 1980.

Il faut comprendre que la population ne fait pas nécessairement la différence entre les différents PTF. Elle les met tous dans le même panier : des organisations de *vazaha* (litt. blancs, étrangers) qui veulent aider les Malgaches pour mieux les appauvrir, en exigeant d'impossibles contreparties à leurs actions. L'insularité des Malgaches joue évidemment dans ces perceptions, mais aussi le poids écrasant de la pauvreté et la lassitude de vivre dans un pays en crise constante. Il faut des boucs émissaires, des entités à qui imputer la responsabilité de l'inertie et de la récession malgaches, et les PTF font l'affaire, même s'ils ne sont pas autant blâmés que les institutions malgaches.

Les personnes qui font confiance aux PTF peuvent travailler pour eux, dans le réseau tentaculaire de projets qu'ils continuent quand même de mener et de financer dans le pays. Elles peuvent également faire partie de ceux qui peuvent mener une analyse objective de la situation malgache et sont capables de comprendre le raisonnement et le comportement des PTF. En dernier lieu, elles peuvent déclarer avoir confiance aux PTF car elles mettent tous leurs espoirs en eux pour accélérer la résolution de la crise d'un côté, et pour maintenir la perfusion nécessaire à la survie de Madagascar de l'autre. Car malgré tous les rêves d'autarcie et les discours autonomistes des dirigeants successifs, rien n'a vraiment été mis en œuvre pour sortir le pays de l'impasse économique⁴³ dans laquelle il est coincé depuis des décennies. L'aide internationale est encore un mal nécessaire aujourd'hui.

k. Les organisations de la société civile

La tendance des réponses fournies pour la société civile est, elle aussi, négative puisque 31,1% des personnes interrogées disent ne pas avoir assez confiance en cette institution, 24,7% ne lui font carrément pas confiance, tandis que 23,8% des répondants disent accorder une confiance suffisante aux OSC, et 10,5% seulement leur font totalement confiance.



Pour les théoriciens de la Friedrich-Ebert-Stiftung, la société civile « s'inscrit dans un espace public au sein de la société ; se trouve entre l'Etat, le marché et

⁴³ Lire à ce propos RAKOTOMALALA, Les causes du déclin économique à Madagascar, publié sur Global Voices Online le 6 septembre 2013, <http://fr.globalvoicesonline.org/2013/09/06/153287/>

la famille, ne désigne ni un groupe homogène, ni une masse de citoyens isolés les uns des autres ; désigne des rassemblements de citoyens suivant leurs centres d'intérêt respectifs, visant une réciprocité des échanges et la poursuite d'objectifs communs⁴⁴ ». Une définition qui met l'accent sur la non-homogénéité de la société civile.

Pour les Malgaches interrogés dans le cadre de cette enquête, il peut être supposé que la société civile regroupe surtout les ONG⁴⁵ et les associations œuvrant pour le développement, mais également les associations et organismes qui s'intéressent aux affaires nationales en général mais qui ne font pas partie du cercle immédiat de l'Etat.

Au niveau de la confiance, 55,8% des personnes interrogées disent ne pas en avoir en la société civile. La première raison qui pourrait expliquer ce sentiment serait la politisation manifeste d'une frange de la société civile qui n'a pas échappé aux observateurs. Les politiciens en mal de siège se refont souvent une supposée virginité politique dans une OSC avant de briguer le moindre mandat vacant (si élections il y a). Certains entrepreneurs ayant une ambition politique commencent d'abord par fonder une association ou une ONG afin d'amadouer l'opinion publique et démontrer qu'ils ont du cœur, avant de transformer ensuite cette structure en parti politique en période électorale.

Autre combinaison possible : l'ONG sert de société-écran à un parti politique qui y fait transiter ses fonds d'origine inconnue avant de s'en servir pour financer ses actions, après avoir bien soigné son image évidemment. Il se peut également que la société civile ne soit qu'un tremplin pour accéder dans le monde de la politique. Les échauffourées occasionnées par la constitution du FFM ont par exemple fortement choqué le public, et c'est le comportement-type qui peut générer un ressentiment permanent auprès des observateurs. Les acteurs de la société civile sont censés agir différemment des politiciens, être moralement plus nobles et plus respectueux des citoyens, en vertu de règles tacites et non écrites. Ainsi, au moindre faux-pas, la sanction morale est

⁴⁴In Nina CVETEK et Friedel DAIBER, "Qu'est-ce que la société civile?", FES, Antananarivo, Octobre 2009, p.10

⁴⁵Il y aurait aujourd'hui près de 600 organisations non-gouvernementales à Madagascar, réparties dans divers domaines : loisirs, aide, éducation, tourisme, enfants, sport et aventure, développement rural, artisanat, environnement, commerce et économie. Leur liste peut être consultée à l'adresse <http://www.ong-madagascar.org/annuaire/>

immédiate : la confiance est brisée. Comme les Malgaches se méfient de tout ce qui est politique, et assimilent par exemple l'observation électorale à de la politique par manque d'instruction, il se peut qu'une certaine part des réponses enregistrées soient biaisées ou orientées contre les mauvaises cibles. Mais cela n'est qu'une supposition.

Les 34,3% de personnes qui font confiance aux OSC peuvent travailler pour l'une d'entre-elles ou tirer un bénéfice immédiat de leurs actions – surtout s'il s'agit de groupements à visée sociale agissant directement au niveau communautaire. Elles peuvent aussi faire partie des rares bénévoles qui aident les OSC ou approuvent tout simplement la politique de ce type d'organisation. Enfin, la confiance en la société civile peut résulter d'une reconnaissance des efforts qu'elle a fournis dans les tentatives de résolution de la crise actuelle – qu'ils aient été ou non fructueux⁴⁶.

i. Les tribunaux

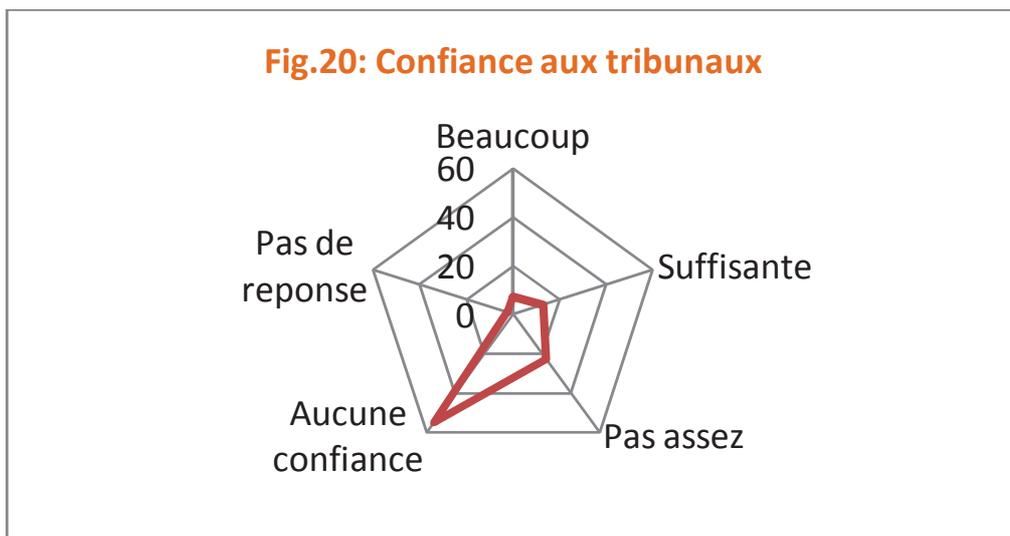
Les cours et tribunaux sont les symboles les plus représentatifs du pouvoir judiciaire. 54,8% des personnes interrogées déclarent ne leur faire aucune confiance, 22,6% ne leur font pas suffisamment confiance tandis que seulement 20,1% leur accordent une quelconque confiance⁴⁷. Ces chiffres sont loin de créer la surprise car les Malgaches ont de sérieux problèmes avec le système judiciaire existant, ou plus clairement, le système judiciaire ne donne aucune satisfaction aux citoyens malgaches.

La liste des critiques qui peuvent être formulées à l'encontre des tribunaux et de la justice en général est longue. D'abord, le problème de la corruption mine tout le système et fait en sorte que les justiciables espèrent rarement obtenir justice en portant une affaire devant les tribunaux. Il est de notoriété publique que les plus nantis, ceux qui ont le bras long ou qui disposent de relations en haut lieu s'en sortent toujours, et cela bien que leurs torts soient prouvés. Ensuite, la lourdeur administrative et la complexité des procédures

⁴⁶ Il faut dire que la société elle-même a connu des crises pendant la crise. De profondes divergences d'opinions mêlées à une vénalité plus ou moins déguisée ont scindé les factions en plusieurs plates-formes, dont la plus célèbre est la Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar. Chaque plate-forme se targue de représenter une grande majorité d'OSC sans vraiment réussir à le faire.

⁴⁷ Les chiffres collectés par l'Afrobaromètre sont encore plus sévères car cette étude révèle que 4% seulement des Malgaches auraient confiance en leurs tribunaux. L'enquête est téléchargeable sur http://www.madagascar-tribune.com/IMG/article_PDF/Les-Malgaches-et-la-situation_a18968.pdf

découragent le simple citoyen qui préfère souvent régler ses problèmes à l'amiable, à l'aide d'arrangements. De plus, les dispositions de certains textes ne sont plus en phase avec la réalité, au détriment parfois des justiciables. Ainsi, dans la plupart des cas, les dommages-intérêts accordés sont souvent, bien en-deçà des frais engagés dans la procédure judiciaire et sont loin de réparer le préjudice subi. Puis, la peur de l'autorité du Malgache moyen fait que la seule idée de franchir les portes d'un tribunal en terrorise plus d'un. Rien n'est fait – en dehors des initiatives de la société civile – pour asseoir une véritable justice de proximité, au service des citoyens.



D'un autre point de vue, il est également possible que les rebondissements liés aux agissements de la CES aient indirectement renforcé le manque de confiance des citoyens envers la justice. Les citoyens ont placé beaucoup d'espoir dans cette cour dans le processus de sortie de crise et beaucoup ont été déçus par sa décision du 3 mai 2013. Même si la seconde version de la CES a repris le dessus en excluant les candidatures illégales (ce qui n'était pas le cas pendant la période du sondage), il est certain que l'évènement a profondément marqué les citoyens. L'image du juge manipulé par les politiciens - symbole ultime de l'inexistence de l'indépendance de la justice - n'aura sans doute jamais été aussi forte et il est compréhensible que la suspicion soit de mise.

Dans le même esprit, le public sait que les concours administratifs donnant accès aux professions judiciaires sont réputés pour leur extrême état de corruption. Les enchères monteraient d'année en année et l'existence du

SAMIFIN et du BIANCO n'y ont strictement rien changé⁴⁸. Pour preuve, de nombreux candidats méritants ont échoué parce qu'ils n'ont pas voulu entrer dans cette spirale infernale. Il est probable que des répondants aient directement vécu cette situation, en ont été témoins ou en ont entendu parler. Dans ce cas, il est logique qu'ils s'expriment par la négative dès qu'il s'agit des tribunaux. Comment peut-on, en effet, prétendre dire le droit et faire justice alors qu'on a soi-même accédé à la fonction de juge par des magouilles ou par copinage ?

En dernier lieu, le circuit judiciaire et carcéral est semé d'embûches. Des personnes croupissent dans les prisons pendant de longues années, dans l'attente d'être jugées. Les établissements pénitentiaires sont de véritables entreprises, où tout se monnaie, au vu et au su des agents pénitentiaires, parfois même à leur profit. Faute de mesures de réinsertion, les récidives sont fréquentes. Cette situation peut aussi pousser les citoyens à douter de l'efficacité du système judiciaire, et influencer sur les réponses données, même si les tribunaux n'en constituent qu'un élément.

Ceux qui font confiance aux tribunaux peuvent être issus du milieu judiciaire ou bien avoir eu la chance de gagner un procès. Ils peuvent également n'avoir jamais eu recours à la justice auparavant et lui accorder de ce fait le bénéfice du doute. Difficile sinon d'accorder du crédit à ce système.

Analyse comparative des résultats et recommandations

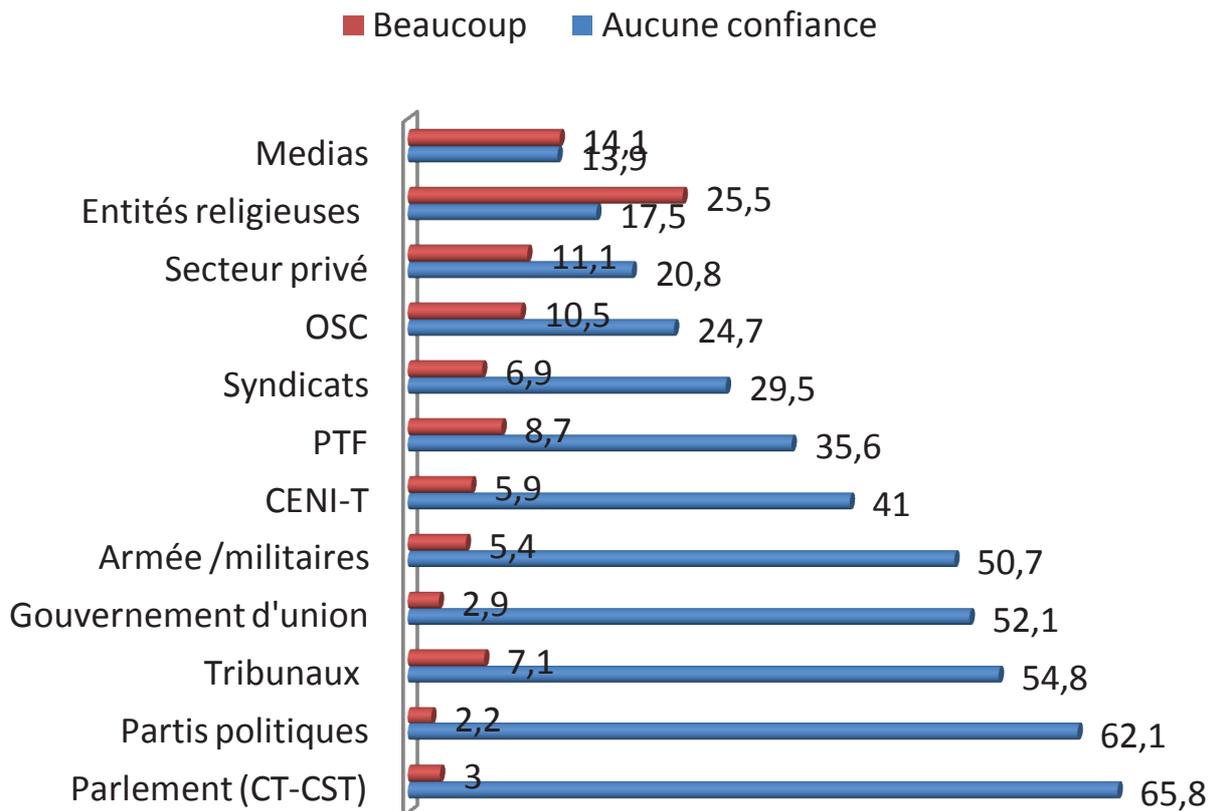
L'examen des résultats obtenus en relation avec le degré de confiance accordée à chaque institution a donné lieu à de nombreuses interprétations qui peuvent être fondées ou erronées. Seuls les répondants peuvent justifier leurs prises de position de façon exacte. Pour compléter l'analyse et lui conférer une dimension comparative, il est nécessaire de hiérarchiser les résultats.

Le graphique qui suit montre clairement que les institutions de l'actuelle transition sont les plus décriées par les personnes interrogées, pour les raisons déjà évoquées plus haut. Le parlement de la transition arrive en dernière place, précédé par les partis politiques, les tribunaux ou plus globalement la justice, le gouvernement d'union nationale, l'Armée et la CENI-T. Le classement semble nettement se scinder en deux avec d'un côté, les institutions étatiques et de

⁴⁸ Dernier article en date sur le sujet : « Concours d'entrée à l'ENMG : le PM interpelle la ministre de la justice », MA-Tv Online du 3 septembre 2013, <http://matv.mg/?p=27390>

l'autre les entités sociales, techniques, civiles et religieuses. D'après ce classement, les medias sont les institutions auxquelles les répondants auraient le plus confiance, suivis par les entités religieuses, le secteur privé, les organisations de la société civile, les syndicats et les partenaires techniques et financiers du pays.

Fig.21: Comparaison des niveaux de confiance accordés aux institutions



A titre de comparaison, la question de confiance envers les institutions a été posée à 1509 citoyens français de 18 ans et plus, en décembre 2012, dans le cadre de l'enquête CEVIPOF⁴⁹. Les résultats de l'enquête disent que 26% des citoyens font confiance au gouvernement (12,9% pour Madagascar) et que 28% croient en l'assemblée nationale (9,4% pour Madagascar). Le doute et la méfiance envers les institutions politiques sont là aussi perceptibles, mais c'est tout de même bien loin du cas de Madagascar où les niveaux de confiance sont trop bas, trahissant un imbroglio politique et social prononcé.

⁴⁹CEVIPOF/CNRS – Baromètre de la confiance politique, 4e vague, décembre 2012

Ce désaveu total des institutions de l'Etat est un signe significatif du rejet de la transition, du désir manifeste des personnes interrogées pour un changement de fond, au-delà d'un simple changement de régime. Il peut aussi montrer les priorités des réformes à entreprendre sur le court, moyen et long terme à Madagascar. Les citoyens veulent être représentés par des personnes qu'ils auront élues. Ils veulent une réforme profonde de la scène politique, peut-être à travers la stricte application de la loi sur les partis politiques, mais certainement aussi à travers un véritable assainissement des pratiques politiques. Les citoyens aspirent également à une justice indépendante et à des tribunaux exempts de toute corruption. Ils veulent un gouvernement plus actif, plus porté sur les résultats techniques et sectoriels que sur les ambitions politiques et les intérêts de partis.

Par ailleurs, les citoyens veulent une Armée neutre et dépolitisée qui protège réellement leurs intérêts et ceux du pays en matière de sécurité, au lieu d'une entité politisée et inutilement budgétivore dont les membres agissent comme des mercenaires à la solde des politiciens. Les futurs dirigeants doivent sérieusement songer aux moyens de concrétiser la réforme de l'Armée afin de réduire à l'avenir les possibilités de coups d'Etat et de déstabilisations politiques diverses. En ce qui concerne la CENI-T, elle se doit de remplir ses missions, ni plus ni moins. Le nouveau départ tant espéré par les citoyens repose essentiellement sur des élections propres. Un nouveau report des échéances électorales est inacceptable car le pouvoir de fait a presque déjà rempli un mandat présidentiel entier, chose intolérable pour un pays qui se targue d'être démocratique et qui n'en a en réalité que la façade.

Les institutions auxquelles les citoyens font un peu plus confiance se doivent également de s'améliorer. Les PTF gagneraient à mieux comprendre les réalités malgaches et à agir en tant que partenaires et non en tant que donneurs d'ordre. Les syndicats doivent mieux s'organiser, arrêter les collusions politiques et se focaliser sur la défense des droits des travailleurs. De même, les organisations de la société civile auraient aussi à assainir leurs rangs afin de ne plus se laisser instrumentaliser par les politiciens. Les entreprises du secteur privé doivent travailler pour la relance économique en favorisant la création d'emplois. Elles doivent aussi arrêter les calculs politiques et agir en modèles pour inciter les entreprises de l'informel à rejoindre les rangs du formel. Les entités religieuses ne doivent pas se mêler de politique et doivent obligatoirement arrêter d'instrumentaliser la foi de leurs fidèles. Enfin, les

medias doivent se professionnaliser encore plus et tendre vers l'objectivité. Les journalistes doivent traiter correctement l'information et viser l'éducation des citoyens qu'ils informent, au lieu de privilégier les articles commandités et autres prestations lucratives. L'information est un élément essentiel au développement intellectuel des citoyens et les medias ne doivent pas trahir la confiance que les citoyens mettent en eux.

3.5 La participation des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires

Madagascar est un pays en reconstruction, et surtout, est encore sur la voie de la démocratisation. La crise est une rupture avec une certaine situation stable plus ou moins longue, mais qui devrait stimuler l'innovation et conduire à un renouvellement dans les conceptions. La démocratie se trouve dans cette logique : le processus de démocratisation est progressif. Ce processus peut être plus ou moins avancé selon les pays.

Dans la démocratisation, il est essentiel, d'évaluer la possibilité pour tous les citoyens d'un pays, de prendre part à la direction des affaires publiques et d'avoir accès au contrôle des ressources. Il s'agit d'un des piliers de la démocratie qui prône la primauté de la majorité mais qui dicte également le respect des groupes marginaux et/ou vulnérables. Les femmes, les personnes handicapées et les jeunes font partie de ces groupes à Madagascar. La société malgache est en effet traditionnellement machiste, et structurée sur la base du respect et de l'autorité des aînés. Il semble alors primordial d'apprécier la participation de ces groupes dans la vie politique et les prises de décision.

Participation des femmes

L'opinion générale juge insuffisante la représentation des femmes dans la vie politique et au sein du gouvernement. Les 69,6% des personnes interrogées sont de cet avis, alors que 19,1% estiment que cette représentation est suffisante. Par ailleurs, environ 10% pensent que les femmes n'ont pas besoin d'être représentées spécifiquement.

	Que pensez-vous de la représentation des femmes dans la vie politique et au sein du gouvernement ?				Total
	Pas assez représentées	Suffisamment représentées	Les femmes n'ont pas besoin d'être représentées spécifiquement	Pas de réponse	
Hommes	46,1%	47,2%	56,5%	46,5%	47,2%
Femmes	53,9%	52,8%	43,5%	53,5%	52,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 : Représentation politique des femmes/sexe

Cette tendance découle de la forte sensibilisation internationale à promouvoir la participation et le leadership des femmes, et leur autonomisation économique. Les institutions sociales⁵⁰, surtout celles qui sont engagées pour le respect des droits de l'homme, œuvrent et sensibilisent massivement dans les pays en voie de développement, tels que Madagascar, pour que la situation des femmes s'améliore.

En effet, moins d'un membre du parlement sur cinq dans le monde est une femme ; et la barre de masse critique de 30% pour la représentation des femmes au parlement a été atteinte ou dépassée dans seulement 28 pays⁵¹. Madagascar se doit encore de déployer de gros efforts car les discriminations économiques et sociales ont généralement des racines culturelles et historiques souvent très lointaines⁵². Dans la société malgache, une logique d'exclusion fondée sur le sexe est encore prédominante. Les femmes participent moins, et sont moins conviées à participer, dans la définition des orientations ou des stratégies qui relèvent de la communauté ou du pays. Le débat houleux au sein

⁵⁰ Institutions différentes de celles à but lucratif et de l'Etat, et qui permettent aux personnes d'agir collectivement. Il s'agit des ONG, associations, etc...

⁵¹ BACHELET MICHELLE Directrice Exécutive ONU Femmes, Discours Participation Politique des Femmes au Old Town Hall, Helsinki Finlande, 11 Octobre 2011

⁵² PNUD, Rapport sur le Développement humain 2013, « L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié »

des forces armées, suite à la nomination, en 2008, d'une femme comme Ministre de la Défense illustre cette logique.

Quelques femmes dans la vie politique malgache

70% des sondés estiment que les femmes ne sont pas assez représentées. La première République n'a compté que très peu de femmes d'influence. La deuxième n'en comptera qu'une, en la personne de Gisèle Rabesahala, ministre de la Culture et de l'Art Révolutionnaire pendant 11 ans. Ce n'est qu'en 1997, avec le retour au pouvoir de Didier Ratsiraka, que plusieurs femmes accéderont à des postes gouvernementaux, pour ne citer que Lila Ratsifandrihamana, ministre des Affaires étrangères, Henriette Rahantalalao, ministre de la Santé, Noëline Jaotody, ministre de la Population, Linah Andriamifidimanana, ministre des Sports. La nomination d'une femme, Cécile Manorohanta, à la tête du ministère des Forces armées a marqué le régime de Marc Ravalomanana. Mais c'est sous la transition, depuis 2009, que l'on a recensé le plus grand nombre de femmes au gouvernement avec notamment, une femme Premier ministre intérimaire (de 71h), en la personne de la même Cécile Manorohanta.

La société civile se bat pour une plus grande représentativité des femmes dans les sphères du pouvoir. L'on ne peut, toutefois, espérer avoir davantage de femmes accéder à des postes de responsabilité, tant qu'on ne les incite pas à adhérer à des formations politiques, et tant qu'elles auront une perception négative de la politique. La raison est toujours cette appréhension selon laquelle la politique est sale.

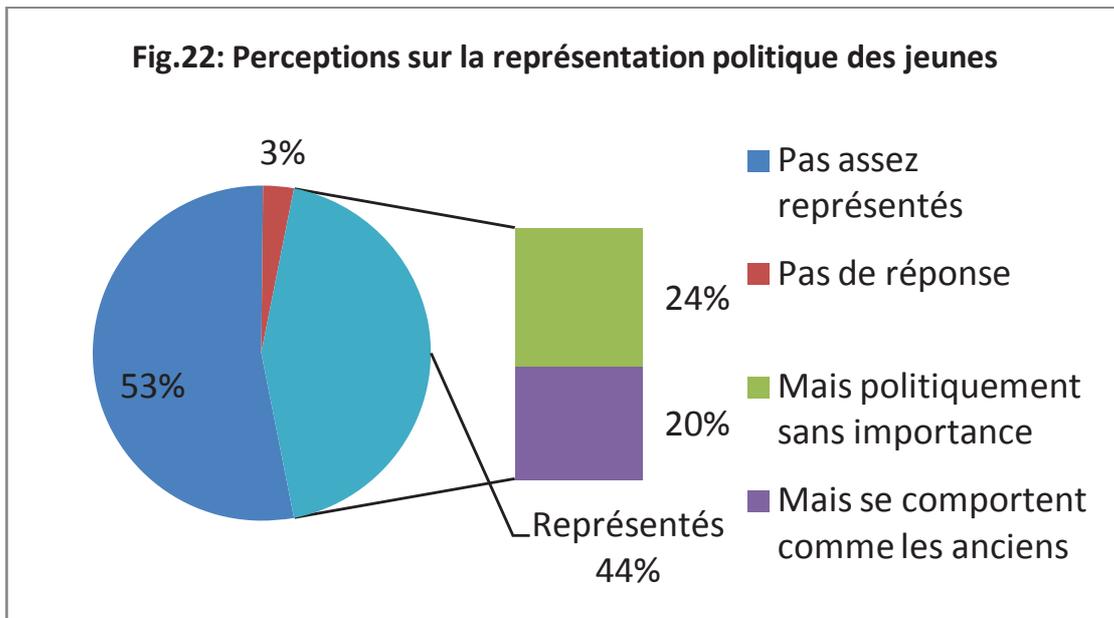
Participation des jeunes

La participation des jeunes à la vie politique et au sein du gouvernement semble encore être un sujet controversé. Environ la moitié des personnes questionnées (53,2%) juge que les jeunes ne sont pas assez représentés dans la vie politique, alors que l'autre moitié considère la représentation déjà suffisante, mais, néanmoins, politiquement sans importance (24,3%), ou caractérisée par un comportement complaisant et identique à celui des anciens (19,6%).

La dynamique sociale est l'une des explications de cette situation. En effet, la société malgache porte encore profondément les traces d'une gérontocratie qui date de l'époque clanique du XV^{ème} siècle⁵³. Le poids des *raiamandreny*, c'est-

⁵³ RASAMOELINA HARISOA, « Croyances et instrumentalisation à Madagascar », Friedrich-Ebert-Stiftung, Mars 2012, Policy Brief

à-dire des personnes âgées, est encore prépondérant dans la prise de décisions et le contrôle des ressources, au détriment des jeunes jugés immatures et inexpérimentés. Cette défiance envers les jeunes est fortement ancrée dans la pensée malgache. Cette perception s'est encore empirée avec le comportement des jeunes ayant une notoriété dans la vie politique, mais qui n'ont pas toujours innové et semblent perpétuer les pratiques existantes.



Des jeunes dans l'histoire politique de Madagascar

Dans la réalité historique de la République, l'on ne peut soutenir que les jeunes sont sous-représentés en politique. Certains d'entre eux ont marqué de leur empreinte l'histoire du pays. En 1960, à l'indépendance, ils étaient au pouvoir ou dans l'opposition. Quelques-uns ont accédé au gouvernement comme Henri Raharijaona, Emile Ramarosaona, Césaire Rabenoro et d'autres à des postes électifs comme le pasteur Richard Andriamanjato, devenu maire d'Antananarivo.

Au lendemain des événements de mai 1972, le général Gabriel Ramanantsoa fit appel à des jeunes pour siéger au gouvernement comme Richard Ratsimandrava et Didier Ratsiraka. Ce dernier accèdera à la magistrature suprême, à l'âge de 36 ans et nommera ministres des jeunes de moins de 35 ans à l'instar de Laha Gaston, José Andrianoelison, Tantely Andrianarivo, Nirina Andriamanerasoa. Le vieillissement de la classe politique est marqué par l'apparition du terme « dinosaure » lors des événements de 1991. À partir de là,

les jeunes n'ont plus vraiment marqué les gouvernements successifs, même s'ils comportaient des têtes comme Serge Radert, Andriamanjato Ny Hasina, Tovonanahary Rabetsitonta ou Herizo Razafimahaleo sous le gouvernement Zafy Albert. Certes, ces personnalités ont plus tard gagné en notoriété, mais elles n'étaient alors plus perçues comme étant des « jeunes ». La population, de son côté, n'a plus non plus voté pour des jeunes à des postes électifs.

En 2002, Marc Ravalomanana (54 ans) était perçu comme un jeune mais par opposition certainement à un Didier Ratsiraka qui avait quatre mandats à son actif. En 2007, Antananarivo élit un jeune maire de moins de 35 ans et qui accèdera à la tête de l'Etat, à la suite des événements de 2009, sans avoir été élu. Mais dans son équipe, les jeunes semblent être dominés en nombre par les « dinosaures ».

Nous remarquons donc un désintérêt de la jeunesse envers la politique, que ce soit pour prétendre à gouverner ou pour être dans l'opposition, et un manque d'empressement des dirigeants à nommer des jeunes à des postes politiques. Plusieurs causes peuvent-être avancées mais nous n'en mentionneront que deux. La première est la diabolisation de la politique qui a commencé certes en 1972, avec l'avènement d'un gouvernement de techniciens (celui du Général Gabriel Ramanantsoa), mais surtout en 1991 pour neutraliser le pouvoir de Didier Ratsiraka. Le désir d'abattre le régime Ratsiraka allait de pair avec la diabolisation des hommes politiques au pouvoir par les hommes politiques mêmes, mais issus de l'opposition. La première association dûment légalisée naquit (Olona Leo Politika).

La neutralité commençait à être recherchée, l'engagement mis à l'index.⁵⁴ L'indépendance par rapport aux partis politiques devient une valeur au point de voir une multitude de candidats indépendants aux élections à partir de 1993. Les partis politiques sont salis par les faiseurs d'opinions. Les partis politiques eux-mêmes vont de scission en scission sans idéologie précise.

L'apogée de ce mouvement apparaît aujourd'hui dans les institutions de la Transition avec la Feuille de Route et la création d'institutions dites « indépendantes » dont les membres sont recrutés en fonction de leur « neutralité » et de « leur absence d'engagement politique ». Comme si le fait

⁵⁴Ralambomahay, T. S'engager, ne pas être neutre, in Le devoir de rendre compte, Agenda Madagasikara 2011, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2011

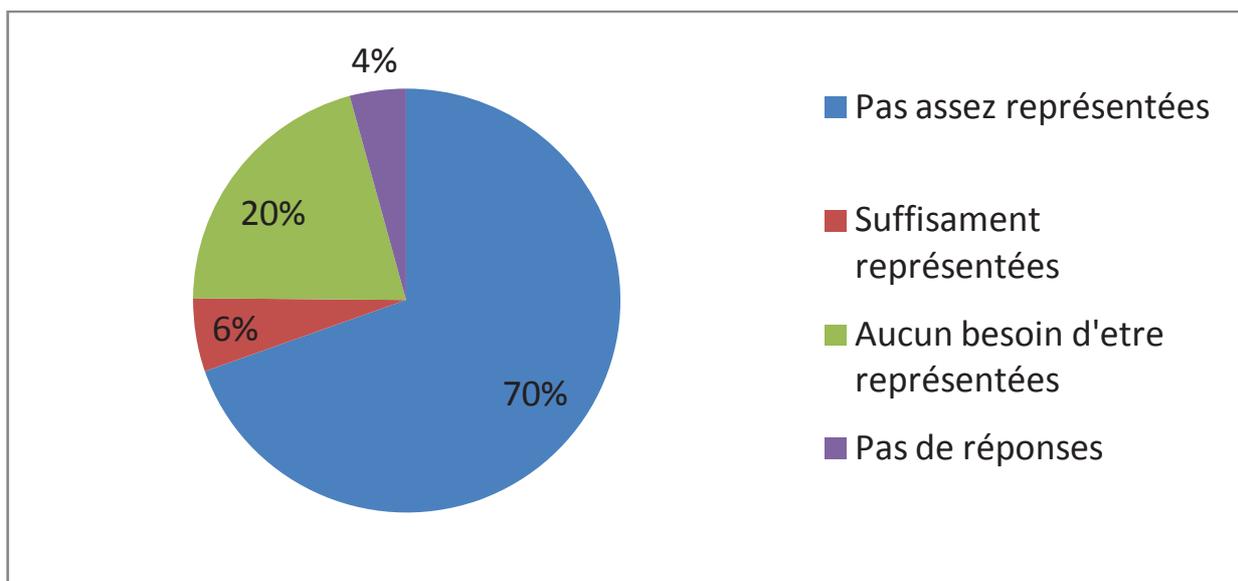
de ne pas s'être engagé devient méritoire au point de valoir une place déterminante dans les institutions du pays. Tout homme qui a fait preuve d'engagement dans sa vie est de fait exclu des postes ! Chose curieuse et intolérable dans un pays qui se dit démocratique.

La deuxième est le changement de la philosophie d'Etat. Si le système socialiste n'avait naturellement pas comme priorité de cultiver l'esprit entrepreneurial, le culte des affaires et de la réussite individuelle, à son effondrement, un vent de libéralisation a pris sa place. Sous le socialisme (Tsiranana et Ratsiraka) et peut-être précisément sous Ratsiraka, les valeurs étaient davantage l'appartenance aux partis (Aremaisation, Serema, Varema ou l'Etat PSD), les diplômes, etc.

Après, les valeurs sont devenues la réussite individuelle, le business, le self-made-man et « l'autodidactie ». Ces réussites sont devenues une légitimité pour aller en politique. Tovonanahary Rabetsitonta ou Herizo Razafimahaleo ont été les premiers personnages politiques à inspirer ce modèle consacré principalement par Marc Ravalomanana puis Andry Rajoelina qui, non seulement n'appartiennent pas à des partis politiques, mais ne sont pas non plus de grands diplômés et pourtant qui ont accédé à la tête du pays. À eux deux ils comptent plus de dix ans de règne. Ils marquent donc leurs contemporains, et sont des exemples vivants qui encouragent la jeunesse, malgré leurs erreurs. Aujourd'hui, le nombre de candidats indépendants ou non issus des grands partis historiques foisonne. Ces indépendants et ces nouveaux partis n'ont évidemment aucune idéologie si lors des deux premières républiques, la philosophie au pouvoir était claire (le socialisme). La participation politique n'était donc plus la voie pour la politique mais pour les affaires.

Représentation des personnes handicapées

La représentation des personnes handicapées dans la vie politique et au sein du gouvernement est jugée majoritairement (69,6%) insuffisante. Seuls 5,6% des personnes sondées l'estiment satisfaisante. Par contre, environ 20,5% de ces personnes ne voient pas le besoin de les représenter particulièrement.



F.23: Perceptions de la représentation politique des personnes handicapées

Comme pour les droits des femmes, une certaine reconnaissance des droits des personnes handicapées est déjà un acquis à Madagascar, comme le révèlent les statistiques ci-dessus. Cependant, il faut souligner la proportion relativement élevée des personnes qui ne voient pas le besoin de les représenter particulièrement. En effet, si seulement 8,8% ont ce même avis pour le cas de la participation féminine, presque le quart de la population interrogée (20,5%) est insensible à une quelconque intégration des personnes handicapées dans la vie publique et politique. Cette situation n'est néanmoins pas exclusive à Madagascar. Car, même dans les pays développés, « *on fait encore trop peu de cas de la participation citoyenne et démocratique, de l'engagement politique et de la prise de parole sur la place publique des personnes ayant des limitations fonctionnelles* »⁵⁵.

Conformément à l'article 29 de la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées, les actions sont à renforcer pour le soutien à la représentation des intérêts de personnes handicapées et leur intégration à la vie publique et politique de leur pays.

⁵⁵ TREMBLAY MIREILLE ET YVES LACHAPELLE, « Participation sociale et démocratique des usagers à la planification et à l'organisation des services », dans H, Gascon, D. Boisvert, M-C Haelewyck, J-R Poulin et J-J Detraux, *Déficiência intellectuelle : savoirs et perspectives d'action*, Tome 1 : Représentations, diversité, partenariat et qualité, 2006, Presses interuniversitaires et AIRHM

3.6 Les qualités du leader politique

Le leader politique serait différent de tous les autres types de leaders. James McGregor Burns déclare « *For me the leader is a very special, very circumscribed, but potentially the most effective of power holders, judged by the degree of intended real change finally achieved*⁵⁶ ». Se positionner en tant que leader politique, et se maintenir à cette place, n'est pas facile puisqu'il faut jongler avec un certain nombre de facteurs et qu'il faut aussi songer à laisser sa place à un autre le moment venu, en vertu de l'alternance, principe sacro-saint dans une démocratie. Comme le définit F.G. Bailey, « *le but du leader est de conserver à la fois la force de son groupe et la stabilité de sa propre position et avec le moins de frais possible*⁵⁷. » Pour maîtriser ce rôle de façon efficace, il faut apprendre le métier politique qui ne s'improvise pas, et disposer de certaines qualités. Quel est l'avis des citoyens interrogés sur le sujet ?

a. Du rapport des politiciens avec l'intérêt public

Deux questions ont été posées aux personnes composant l'échantillon pour mesurer leurs perceptions quant au rapport que les politiciens actuels entretiennent avec l'intérêt public. La première question était « Seriez-vous d'accord avec la phrase suivante ? Actuellement, les politiciens priorisent leurs intérêts personnels plutôt que les intérêts publics ». Les réponses sont sans appel : tout à fait d'accord à 72,3%, d'accord à 16%, pas vraiment d'accord à seulement 6,4% et pas du tout d'accord à 3,6%. Ce qui veut dire que 88,3% des personnes interrogées estiment que les politiciens actuels ne servent pas l'intérêt général mais sont là pour assouvir leur soif de pouvoir et de richesses, en plus de leurs ambitions personnelles relatives à leur carrière.

La seconde question complète la première. « Seriez-vous d'accord avec la phrase suivante ? Les politiciens sont à la recherche du bien de Madagascar. » Les enquêteurs rapportent qu'un nombre considérable de personnes se sont esclaffées de rire avant de répondre à cette question, comme pour énoncer une évidence, ou plutôt dénoncer un manquement qui est devenu banal à force d'être continu. Les réponses collectées sont édifiantes. 62,1% de l'échantillon ne sont pas du tout d'accord avec l'assertion et 27,4% déclarent ne pas

⁵⁶ J.M.G. BURNS, *Leadership*, 1978, New York, Harper & Row

⁵⁷ F.G. Bailey, *Les règles du jeu politique*, 1971, Paris, PUF (1ère édition, 1969)

vraiment être d'accord avec elle, soit 89,5% de réponses négatives contre 8,8% de réponses positives.

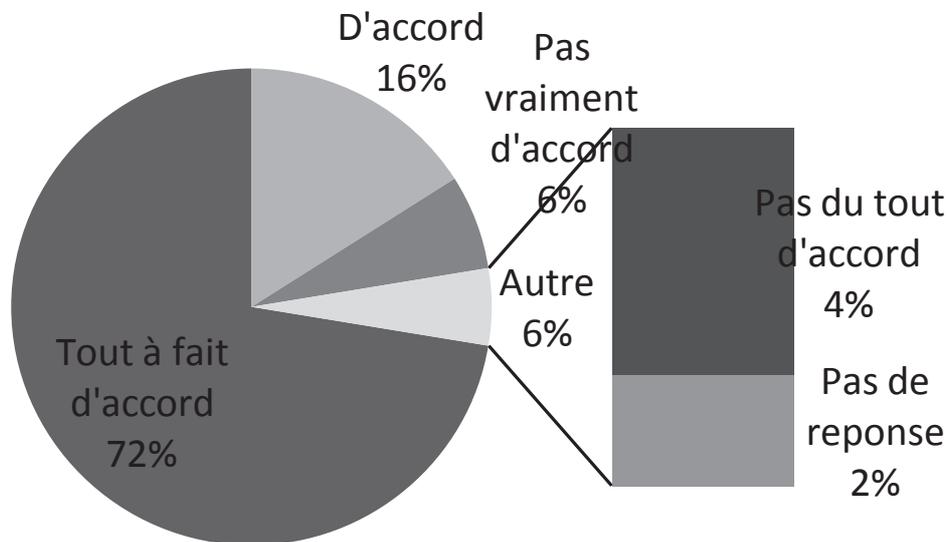
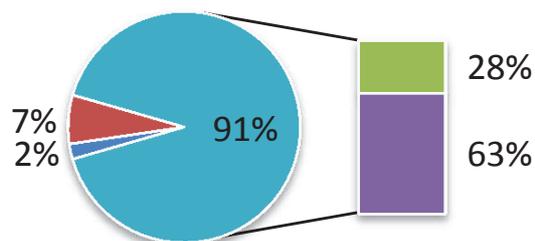


Fig.24: Les politiciens actuels priorisent leurs intérêts personnels sur les intérêts publics

Fig.25: Les politiciens actuels recherchent le bien de Madagascar

- Tout à fait d'accord ■ D'accord
- Pas vraiment d'accord ■ Pas du tout d'accord



Pour mieux comprendre les réponses fournies par l'échantillon, il faut d'abord comprendre ce qu'on entend par intérêt. Expliqué très simplement et sans fioritures, l'intérêt est ce qui pousse un individu à agir et à se mobiliser. Il y a les intérêts particuliers, personnels ou privés, inhérents à l'individu d'un côté, et

l'intérêt général ou intérêt commun, associé parfois à l'intérêt public, de l'autre. Deux écoles se disputent depuis toujours sur la question. Il y a d'abord l'école utilitariste et plutôt anglo-saxonne pour qui l'intérêt commun n'est que la somme des intérêts particuliers. Basée sur les travaux de Bernard Mandeville⁵⁸, d'Adam Smith⁵⁹, de Hume et de John Stuart Mill, cette théorie favorise la recherche et la satisfaction des intérêts personnels, l'intérêt public étant indirectement servi par l'accumulation de fortunes et de succès particuliers. Il y a ensuite l'école volontariste et plutôt francophone, dont l'un des piliers est Rousseau⁶⁰, pour qui l'intérêt général est l'expression de la volonté générale et doit dépasser les intérêts particuliers. Si, dans la plupart des pays anglo-saxons, les groupes d'intérêts comme les lobbies américains sont autorisés à influencer sur la politique, l'amalgame entre intérêts privés et publics demeure théoriquement tabou dans les sociétés francophones – sans que cela empêche évidemment les collusions de toutes sortes de se faire dans la réalité, bien loin de là.

Le système institutionnel et juridique malgache se rapproche naturellement du système francophone de par son histoire. C'est donc théoriquement la conception volontariste de l'intérêt qui y domine, avec un Etat – comprenant ses démembrements, les services publics et les fonctionnaires – dévolu à la poursuite de l'intérêt général. L'homme politique est mandaté pour servir les intérêts de sa commune, de sa région ou de son pays et ses intérêts personnels ne devraient pas primer dessus. L'intérêt supérieur de la nation, dans tous les sens du terme, doit passer avant. C'est cette essence du respect du mandat qui constitue d'ailleurs l'un des piliers de l'éthique politique. Seulement, chassez le naturel, il revient au galop.

Comme l'explique bien Rudy Aernoudt, « *Le mot homme est un chiasme, c'est-à-dire un mot à double-fond, qui a plusieurs sens contradictoires. D'une part, l'homme est vaniteux, paresseux, jaloux et égoïste. D'autre part, il est aussi travailleur, attiré par le luxe et les biens matériels. Dans ses relations avec ses congénères, on constate aussi cette tendance chiasmatisque, qui fait de l'autre*

⁵⁸Ce philosophe hollandais peu connu est en fait celui qui inspira Adam Smith. Ses ouvrages *Private vices. Public benefits* (1729) et *Recherche sur la nature des sociétés* (1723) mettent en exergue un postulat intéressant selon lequel l'homme vouerait un amour naturel à l'aise et à la paresse. Ce qui expliquerait bien des comportements...

⁵⁹A lire: A. SMITH, *Theory of Moral sentiments*, Clarendon Press, Oxford, 1976 (or. 1759), mais aussi *An inquiry into the wealth of Nations*, Clarendon press, 1976, (or. 1776)

⁶⁰J.J. ROUSSEAU, *Du Contrat Social*, Garnier Flammarion, 1976

un modèle que l'on admire mais aussi un obstacle que l'on veut surpasser. Cette tendance fait de chaque homme un politicien, du moins en puissance, qui, mû par sa vanité et son goût de l'action, contribue au bien-être général de la société. Mais l'homme politique (...) n'en a jamais assez. Il veut dépasser son modèle (...) La soif de pouvoir va souvent de pair avec une envie d'être reconnu et l'appât du gain. Ces aspirations irrépressibles créent une dynamique qui repousse toujours plus loin les limites du convenable, les méthodes employées pouvant facilement outrepasser les bornes de la moralité⁶¹. » Soif de pouvoir, appât du gain, immoralité, les mots sont lancés.

Les politiciens malgaches ne recherchent pas le bien de Madagascar mais plutôt les biens de Madagascar, c'est-à-dire que leur plus grande motivation semble être l'exploitation de toutes les ressources existantes dans le pays, depuis le bois précieux jusqu'aux travailleuses en mal d'emploi, en passant par les marchés publics, sources juteuses de profit acquis sur le dos de la république. Le concept d'éthique politique a disparu avec celui qui a essayé de le promouvoir, Herizo Razafimahaleo, et la gabegie règne à tous les niveaux. Le patrimonialisme⁶², trait caractéristique d'un régime autoritariste, est bien vivant à Madagascar. Celui qui détient le moindre degré de pouvoir jouit d'un droit personnel absolu et se donne tous les passe-droits. Ceux qui l'observent veulent eux aussi en faire de même et mettent tout en œuvre pour obtenir leur part du butin, sans se soucier de la morale ou de l'intérêt public. Le problème est de savoir si cette spirale infernale pourra un jour être brisée, les mauvaises habitudes ayant déjà pris racine et gangrené tout le système.

En tout cas, il est déjà encourageant de constater que les citoyens condamnent cet état de fait. Il est possible que ce soit par envie (puisqu'ils peuvent s'enrichir et pas nous, condamnons-les), mais il est plus probable que les années de misère et de lente dégringolade du niveau de vie des Malgaches – en partie due à la mauvaise gestion et à la trop grande gourmandise des régimes successifs – aient finalement éclairé leur raisonnement. Ils comprennent peu à peu que l'infantilisation politique et les beaux discours des soixante dernières années n'étaient qu'une stratégie pour mieux accaparer le pouvoir et que, malheureusement, la recette a marché. L'amertume du public se ressent à travers les réponses et peut constituer un moteur de changement. Les futurs

⁶¹ R. AERNOUDT, « Éthique et politique : un couple infernal », *Pyramides*, 16/1, 2008, p.169-190

⁶² Lire à ce propos R. THEOBALD, « Patrimonialism », *WorldPolitics* 34, 4, Juillet 1982, p.548-559

dirigeants du pays doivent en tenir compte. Mais d'abord, ils devront passer l'épreuve de la légitimation avant de pouvoir faire quoi que ce soit.

b. Comment doivent se légitimer les politiciens ?

La légitimité politique est l'une des bases fondamentales de la stabilité démocratique. Pour le Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, la légitimité est « *la qualité du pouvoir dont l'acceptation se fonde non sur la coercition comme ressource première, mais sur le consentement réputé libre de la population qui s'y trouve soumise*⁶³. » Plus simplement, c'est d'abord la croyance que le système de gouvernement en place dans un pays est le meilleur pour ce pays, mais aussi la conviction que ce système est moralement droit, qu'il mérite d'être là et que, par conséquent, il mérite d'être obéi, son autorité mérite d'être acceptée et que ce système est en droit de réclamer quelque chose des citoyens.

Comment légitimer un régime? Larry Diamond⁶⁴, dans son étude sur l'œuvre de Seymour Martin Lipset, propose les pistes possibles: la performance du régime, les normes et valeurs qu'il véhicule, la structure sociale du pays qui détermine le mode d'exercice du pouvoir, les institutions politiques (qui peuvent être à la source de la performance précitée), et enfin l'environnement international dans lequel le pays évolue. Max Weber⁶⁵ distingue pour sa part trois principaux types de domination légitime : la domination rationnelle et légale, la domination traditionnelle et la domination charismatique. Il est très rare de voir l'hégémonie de l'un quelconque de ces types de domination qui se succèdent le plus souvent ou bien se succèdent les uns aux autres.

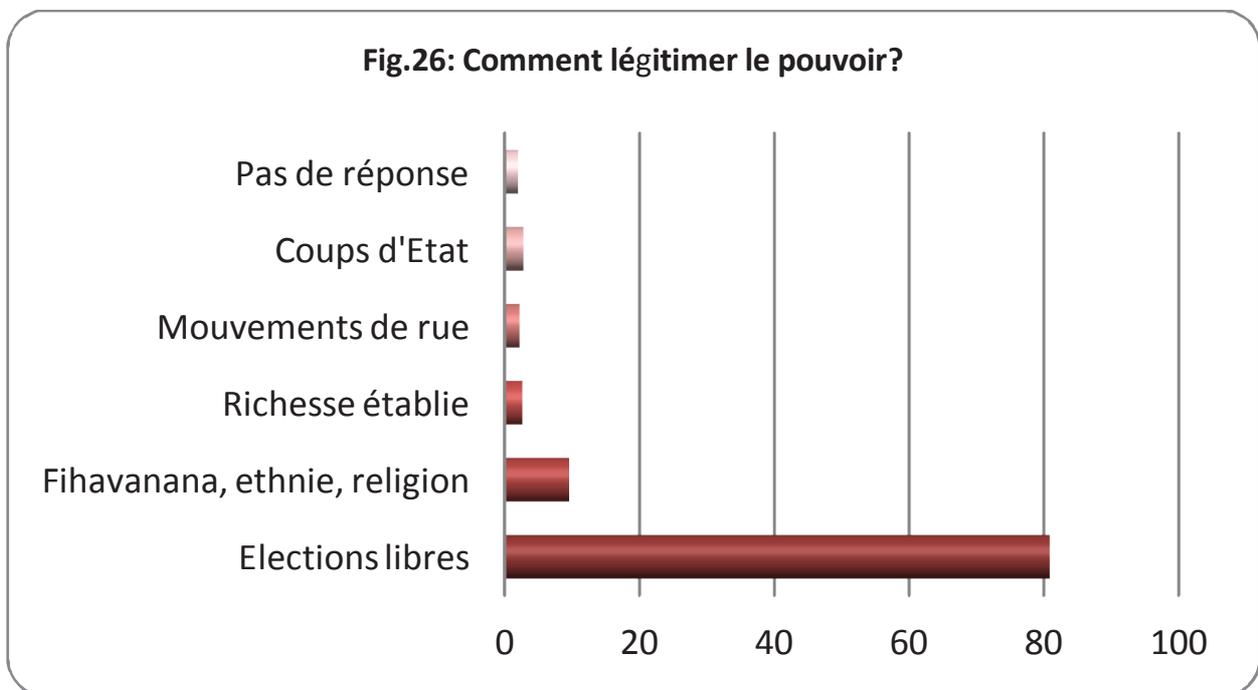
A Madagascar, les institutions ont perdu toute légitimité aux yeux des citoyens, à cause des mauvaises pratiques répertoriées dans les paragraphes précédents, dont la gabegie dans la gestion des affaires publiques qui a favorisé l'appauvrissement de la population de régime en régime. Les conséquences en sont terribles.

⁶³G. HERMET, B. BADIE, P. BIRNBAUM, P. BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3e édition, Paris, Armand Colin, 1998, p.140

⁶⁴L. DIAMOND, G. MARKS, "Seymour Martin Lipset and the Study of Democracy", *Reexamining Democracy: Essays in Honor of Seymour Martin Lipset*, Sage Publications Inc., 1992

⁶⁵M. WEBER, *Selections in Translation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978

En ce qui concerne le sondage mené à Antananarivo, 80,9% des personnes interrogées déclarent que le meilleur moyen de légitimer le pouvoir est la tenue d'élections libres. 9,6% pensent que les considérations liées au *fihavanana*, à l'origine ethnique et à la religion jouent pour beaucoup dans la légitimation du pouvoir tandis que 2,6% pensent qu'une personne ayant une fortune déjà bien constituée pourrait aisément être légitimée si elle prenait le pouvoir. Enfin, 2,2% des répondants optent pour les mouvements de rue pour légitimer le pouvoir et 2,8% votent étonnamment pour les coups d'Etat. 2% des personnes interrogées n'ont pas fourni de réponse à la question. L'analyse qui suit est faite de façon croisée, entre catégories de choix opposés dont les explications peuvent se compléter entre elles. Ce qui donne deux sous-catégories d'éléments de légitimation politique : les élections opposées aux coups d'Etat et aux mouvements de rue, et le trio *fihavanana*-ethnie-religion.



Des élections libres et transparentes vs coups d'Etat et mouvements de rue

La première chose qui saute aux yeux est le gouffre qui sépare les pourcentages recueillis par les élections de ceux récoltés par les autres options. On ignore si c'est le fruit subliminal du matraquage médiatique, si c'est le résultat d'un enthousiasme partisan, ou si c'est vraiment la conviction profonde des personnes interrogées, mais les élections seraient donc considérées par plus du trois-quarts de l'échantillon comme l'unique voie de légitimation du pouvoir.

C'est un constat intéressant, surtout lorsqu'on l'oppose aux 2,8% de personnes qui préfèrent les coups d'Etat, et lorsqu'on le relie à l'histoire récente de Madagascar.

Marc Ravalomanana a-t-il ou non été victime d'un coup d'Etat en 2009 ? Les événements de 2002 cachaient-ils ou non un coup d'Etat ? Chacun aura sa version de l'histoire et ses réponses à ces questions qui donnent souvent lieu à des débats insolubles. Mais il peut néanmoins être déduit des réponses fournies par les personnes interrogées dans le cadre de ce sondage que les Malgaches ne veulent plus vivre de coup d'Etat ou, dans d'autres termes, de changement anticonstitutionnel de régime. Au-delà du coup d'Etat lui-même, c'est peut-être la crise politique et économique qui suit le renversement d'un régime que le Malgache redoute désormais. Il aspire à plus de stabilité, non par amour particulier de la démocratie, mais juste pour sécuriser son quotidien. Le « Plus jamais ça⁶⁶ » entendu ici et là a pu influencer son jugement et c'est d'ailleurs une bonne nouvelle.

Il est également important de noter que les personnes interrogées n'ont pas simplement opté pour l'organisation d'élections comme meilleur moyen de légitimer le pouvoir, mais pour la tenue d'élections libres et transparentes. Le choix de ces deux qualificatifs dans la construction du questionnaire n'est pas fortuit car des élections, il y en a eu à Madagascar depuis 1960, mais les scrutins propres n'excèdent pas les doigts d'une seule main. Même si les preuves de malversations électorales sont rares à affleurer au grand jour, les citoyens ne sont pas dupes. Comme l'actualité le démontre continuellement, l'organisation d'élections ne garantit pas le passage vers un régime démocratique. La récente et énième réélection de l'incroyable Robert Mugabe le prouve. Même si les élections au Zimbabwe ont été reconnues comme libres et transparentes par les observateurs internationaux, il est certain que l'affaire cache des dessous sombres : contraintes directes ou indirectes exercées sur les électeurs, listes électorales trafiquées, etc. Peut-être que le Malgache a peur que ce type de scrutin douteux se répète à Madagascar et c'est pourquoi il réclame des élections libres et transparentes. Espérons que son espoir ne soit pas déçu. Comment éradiquer l'utilisation des biens et fonds publics par les candidats issus du régime en place ? D'où proviennent les fonds de campagne des uns et

⁶⁶ Lire par exemple VANF, « Assez et plus jamais ça ! », chronique du 18 février 2012, L'Express de Madagascar, consultable sur <http://www.lexpressmada.com/5153/2635-chronique-de-vanf/assez-et-plus-jamais-ca-.html>

des autres ? Comment l'acheminement des voix depuis le moindre bureau de vote jusqu'à Antananarivo sera-t-il sécurisé ? Autant de questions que les citoyens se posent et qui méritent des réponses.

Pour ce qui est des mouvements de rue, il n'est pas étonnant que peu de personnes aient opté pour eux en tant que moyen de légitimation du pouvoir vu les séquelles économiques et psychologiques laissées par les précédentes manifestations. Les désillusions sont encore vives et il est probable que les Malgaches – une grande partie d'entre eux en tout cas – ne se laissent plus entraîner dans cette spirale, sauf ceux qui en font leur gagne-pain, à différents niveaux, évidemment.

Du *fihavanana*, de l'appartenance ethno-régionale ou religieuse

9,6%, soit presque 10% des personnes interrogées pensent que l'un quelconque ou la combinaison de ces trois facteurs suffit pour légitimer le pouvoir. Pourquoi ?

D'abord, le *fihavanana*⁶⁷ est une notion controversée dont il faut questionner l'utilité, surtout en matière de légitimation politique. Le *fihavanana* est sans conteste une composante essentielle des anciennes sociétés malgaches, personnifiant aussi bien l'entraide et la solidarité qui doivent cimenter une communauté que la compassion et l'amour qui doivent régner au sein d'une famille, la racine *havana* désignant étymologiquement un proche, quelqu'un du même sang que soi – et par extension ses amis et ses connaissances. La notion en elle-même, comprise dans sa dimension sociologique, n'a rien de répréhensible. Mais elle a été pervertie au fil des décennies et des régimes politiques par des pratiques comme le népotisme, le clientélisme, le copinage et la corruption. Aujourd'hui, le *fihavanana* est cuisiné à toutes les sauces pour justifier les pires arrangements, surtout politiques. Au nom du *fihavanana*, il faudrait par exemple fermer les yeux et passer l'éponge sur tous les crimes perpétrés par les candidats à l'amnistie. Au nom du *fihavanana*, la famille d'une victime de viol s'arrangera avec le violeur sans passer par la case justice – de laquelle on ne peut d'ailleurs pas attendre grand-chose. Et ainsi de suite. Alors, pourquoi le *fihavanana* serait-il un moyen de légitimation politique ?

⁶⁷ Lire l'article de Frédéric SANDRON, « Le fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales », Revue *Tiers-Monde* 2008/3 (n°195), p.507-522

L'explication peut être simple. Il s'agit sûrement d'une rémanence des pratiques sociales ancestrales ancrées dans la conscience collective et auxquelles s'accrochent les Malgaches en mal de repères. En misant sur le *fihavanana* pour légitimer un dirigeant, les répondants espèrent peut-être subir moins de déconvenues qu'avec les régimes précédents. Plus clairement, ils espèrent qu'au nom du *fihavanana*, les dirigeants ne vont pas oser faire souffrir le peuple – en s'accaparant toutes les richesses ou en privilégiant les militaires plutôt que les enseignants ou les médecins par exemple.

En ce qui concerne l'appartenance ethno-régionale, elle peut difficilement constituer un moyen de légitimation du pouvoir dans le sens où la diversité ethnique est telle à Madagascar qu'il serait impossible d'oindre une personne sur cette seule base. De même, le fait que le territoire malgache soit découpé en 22 régions double la complexité de la tâche puisque les ethnies sont mobiles et les préférences politiques également. Le facteur ethno-régional a sans doute été prépondérant dans les anciennes sociétés royales dans lesquels les communautés étaient relativement fermées, mais il n'est plus vraiment de mise aujourd'hui, même si certains ne jurent que par lui. C'est notamment le cas des adeptes de la théorie « côtiers contre personnes issues des hauts-plateaux » qui ne cessent de brandir le spectre d'une inévitable guerre civile à chaque fois que la moindre difficulté surgit.

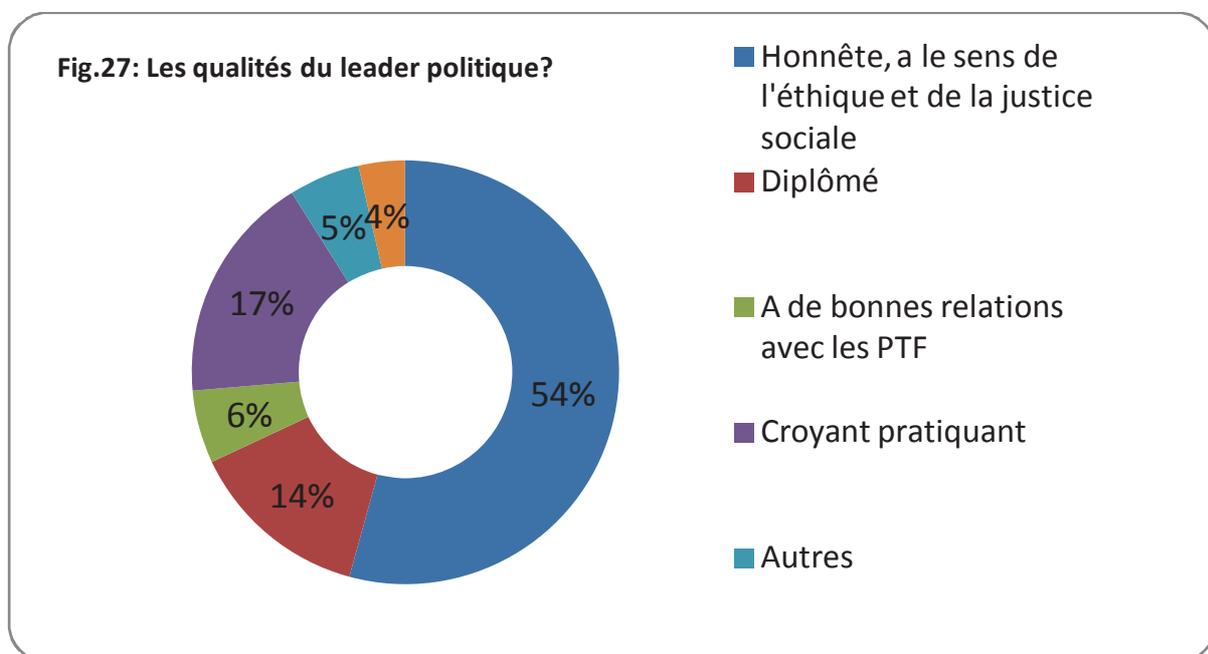
Quant à l'appartenance religieuse, elle peut influencer le vote mais pas forcément la légitimation politique puisque la mosaïque culturelle malgache est, elle aussi, largement diversifiée et qu'il serait difficile d'asseoir un consensus dessus. D'après les données existantes, 41% de la population malgache serait chrétienne (incluant les églises majeures et mineures, les sectes et autres groupements évangéliques), 7% serait musulmane et 52% animistes. Est-ce qu'un candidat musulman peut être légitimé seulement parce qu'il est musulman ? Ce n'est pas certain. Les électeurs et les observateurs utiliseront d'autres critères pour le légitimer ou non, puisque la carte religieuse – surexploitée sous Ravalomanana⁶⁸, – n'a plus vraiment la cote aujourd'hui. Malgré tout, il faut se méfier des groupements politiques qui endoctrinent leurs bases religieuses à des fins électorales car ils peuvent être à la source de troubles, selon l'importance de l'entité et son assise territoriale. La religion

⁶⁸R. Gaëtan, « Manakara : Ravalomanana a gagné, la FJKM a tout perdu », La Gazette de La Grande Ile du 25 août 2012, http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=24902&Itemid=55

appartient à la sphère privée et ne devrait en aucun cas empiéter sur le domaine public. C'est d'ailleurs aussi le cas des variables *fihavanana* et ethnique.

c. Quelles sont pour vous les qualités d'un leader politique ?

Quatre qualités ont été proposées aux personnes interrogées : l'honnêteté, alliée au sens de l'éthique et de la justice sociale (54,2%), le niveau d'instruction (13,8%), les bonnes relations avec les bailleurs de fonds (5,6%) et, enfin, la pratique religieuse (17,5%). 3,5% se sont pour leur part abstenus de répondre à la question et 5,4% ont défini d'autres qualités sans toutefois donner plus de précisions.



L'analyse des résultats relatifs aux qualités recherchées chez les leaders politiques sera faite de façon croisée avec un précédent sondage réalisé en 2011 par Liberty 32 et qui visait justement à répondre à la question « Quel dirigeant pour Madagascar ? »⁶⁹. La comparaison est intéressante pour voir si la hiérarchie des propositions émises à l'époque a évolué ou non, tout comme les attentes des citoyens. Lors de ce sondage, deux types de questionnaires avaient été proposés à l'échantillon : un questionnaire fermé orienté et un questionnaire ouvert. Pour le questionnaire fermé, les 539 réponses

⁶⁹Liberty 32, "Quel dirigeant pour Madagascar", résultats publiés en novembre 2012. Le sondage a été mené dans les six arrondissements d'Antananarivo auprès de 6.381 personnes.

enregistrées ont été classées par ordre décroissant dans le tableau suivant dans lequel on retrouve, entre autres, le sens de la justice, l'honnêteté et le niveau d'instruction :

Tableau N° 6 : Les caractéristiques d'un leader politique L32

Rang	Proposition	Nombre de voix/1617*	% **
1	A l'écoute du peuple	445	82,56%
2	Juste	420	77,92%
3	Honnête/Ne vole pas	316	58,63%
4	Respectueux(se) des lois	274	50,83%
5	Instruit(e)	124	23,01%

*1.617 = nombre total de positions exprimées (539 personnes x 3 propositions)

** Par rapport aux 1.617 positions exprimées

Quant à l'enquête ouverte, elle a permis de rassembler 39 ensembles de critères, mais les trois premières qualités les plus réclamées par les personnes interrogées sont l'attention accordée aux besoins du peuple, l'altruisme et le souci du bien commun. Abstraction faite des autres familles de critères pour lesquels il n'existe pas de parallèles pour 2013, le niveau d'instruction vient avant la chrétienté, l'honnêteté et les relations avec les étrangers (assimilables aux bailleurs de fonds). Le rapprochement entre les sondages de 2011 et de 2013 révèle que les ordres de priorités ont un peu varié.

Les relations avec les étrangers/bailleurs de fonds viennent toujours en dernière position, traduisant peut-être la volonté des malgaches de se défaire de leur emprise et reflétant la méfiance affichée à leur égard (cf. Confiance aux institutions). Par contre, l'honnêteté a pris le pas sur la chrétienté des leaders politiques qui était plus réclamée en 2011 qu'en 2013, et a, par la même occasion, supplanté le niveau d'instruction. Si en 2011, les personnes interrogées voulaient, dans l'ordre des qualités, des dirigeants instruits et diplômés, chrétiens et honnêtes, elles veulent aujourd'hui des dirigeants honnêtes⁷⁰, chrétiens pratiquants et diplômés.

⁷⁰ 53% des Français ont également déclaré attendre un président honnête, d'après les résultats d'une enquête réalisée par téléphone les 18 et 19 janvier 2012 auprès d'un échantillon national représentatif composé de 1.007 personnes de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas. L'enquête a été réalisée par l'institut CSA pour Terrafemina, quelques mois avant les

La nuance entre ce changement de priorités est peut-être subtile mais elle est intéressante à explorer. En effet, les diplômes et les qualifications des futurs dirigeants importent donc peu pour le répondant de 2013, comparés à leur honnêteté. Ceci peut avoir été induit par le comportement des personnalités politiques qui se sont illustrées entre 2011 et 2013. Après la signature de la feuille de route et la constitution du gouvernement d'union nationale, des techniciens – supposés être instruits – ont été installés aux différents ministères. Mais les chiffres relevés dans les rubriques précédentes montrent bien l'insatisfaction des personnes interrogées envers ce gouvernement. De ce fait, les répondants se disent peut-être que le fait pour une personne de disposer de nombreux diplômes ne l'empêche pas d'être malhonnête. D'où cette insistance sur l'honnêteté des leaders politiques qui devraient (selon les personnes sondées) être des croyants pratiquants. Même si cette exigence relative à la religion a un peu reculé entre les sondages de 2011 et 2013, elle reste une valeur sûre pour les Malgaches⁷¹.

Comment caractériser l'honnêteté réclamée par 54,2% des répondants de 2013 ? L'honnêteté, prise au sens littéral du terme, désigne l'état moral constitué par l'instinct ou l'habitude de la vertu. Pris dans son sens politique, l'honnêteté se rapproche de la probité et de l'intégrité. Une personne honnête ne doit pas mentir et doit être loyale envers elle-même et envers les autres. Ce qui suppose que le politicien honnête devrait être loyal envers son idéologie et son parti et ne pas retourner sa veste au gré de son humeur. Ensuite, l'honnêteté peut être liée au respect des lois et des règlements. Un politicien honnête ne détourne pas de fonds, ne pille pas les richesses de son pays, et ne manœuvre pas pour engranger des avantages indus. Être honnête en politique serait difficile pour ceux qui ont l'habitude d'y évoluer⁷², mais pas impossible.

L'éthique désigne pour sa part la science de la morale et des mœurs. Dans la pratique, elle regroupe un ensemble de normes et de principes qui guident l'action humaine, dans le sens de ce qui est bien. Beaucoup a été dit sur

présidentielles de 2012. La similitude des pourcentages entre cette enquête et le présent sondage est frappante.

⁷¹ Lire « Les religions et les sectes à Madagascar », Anonyme, sur <http://viamadagascar.net/Religions.htm>

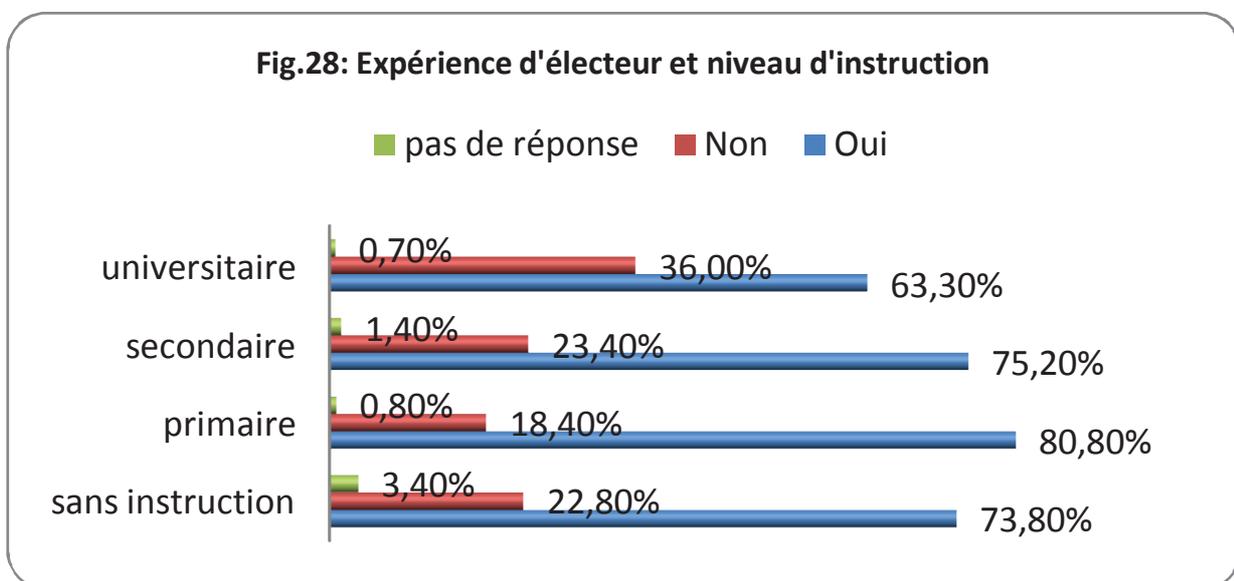
⁷² Lire à ce propos « Charles de Courson et la difficulté d'être honnête en politique » de Sylvain Rakotoarison, visible sur www.rakotoarison.eu ou sur Agoravox, <http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/charles-de-courson-et-la-138312>

l'éthique (en) politique⁷³, mais l'essentiel est de retenir qu'elle demande une moralité exemplaire, pas seulement du politique lui-même, mais surtout de ses décisions.

Enfin, pour ce qui est de la justice sociale, l'ONU l'a dit « *fondée sur l'égalité des droits pour tous les peuples et la possibilité pour tous les êtres humains sans discrimination de bénéficier du progrès économique et social partout dans le monde. Promouvoir la justice sociale ne consiste pas seulement à augmenter les revenus et à créer des emplois. C'est aussi une question de droits, de dignité et de liberté d'expression pour les travailleurs et les travailleuses, ainsi que d'autonomie économique, sociale et politique*⁷⁴. » Un politicien féru de justice sociale songera donc en priorité au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie de ses compatriotes au lieu de trimer pour assouvir ses ambitions personnelles.

3.7 La participation citoyenne

D'après le sondage, 71,9% des personnes enquêtées ont déjà vécu au moins une expérience de vote et pour la prochaine élection, il y aurait 27% de nouveaux électeurs pour la Capitale. Les pourcentages de ces derniers sont plus nombreux dans la catégorie des « universitaires » que dans les catégories « instruction secondaire », « instruction primaire » ou « sans instruction ».

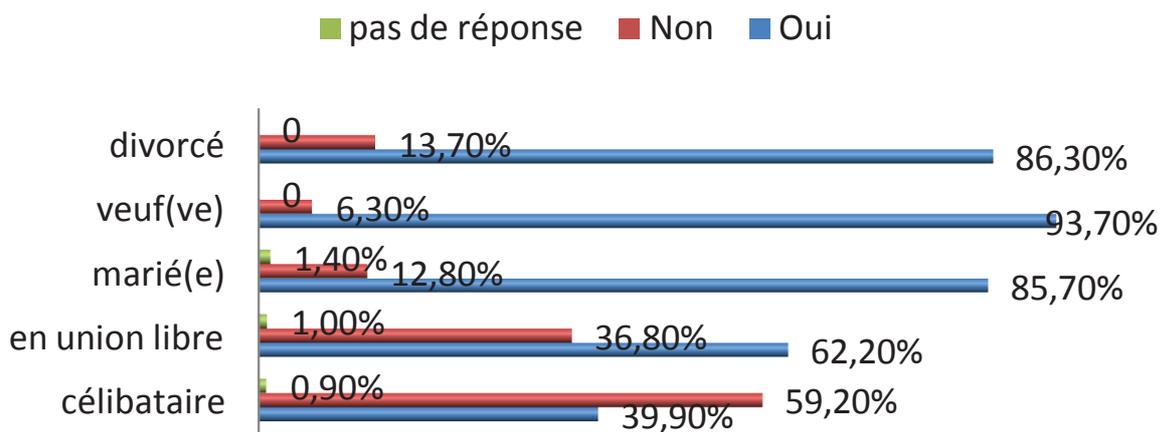


⁷³ Lire par exemple P. RICOEUR, « Morale, éthique et politique », revue *Pouvoirs* n°65, Avril 1993, Morale et politique, p5-17

⁷⁴ Tirée de la page <http://www.un.org/fr/events/socialjusticeday/background.shtml>

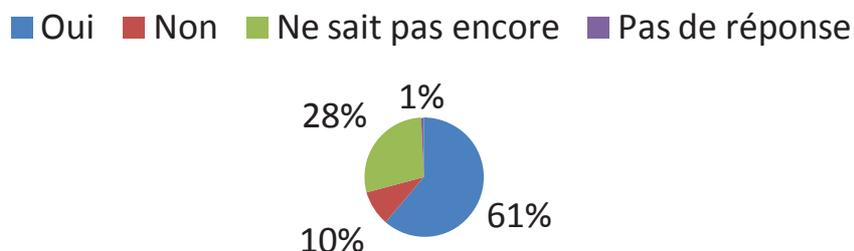
Le croisement de la participation politique et du statut matrimonial donne de précieuses informations. La catégorie célibataire doit par exemple recevoir plus d'attention particulière si on veut qu'elle participe aux prochaines élections. C'est la seule catégorie où le pourcentage de ceux qui n'ont pas encore participé dans une élection en tant qu'électeur est plus élevé (59,2%) que le pourcentage de ceux qui ont déjà participé (39,9%).

Fig.29: Expérience d'électeur et statut matrimonial



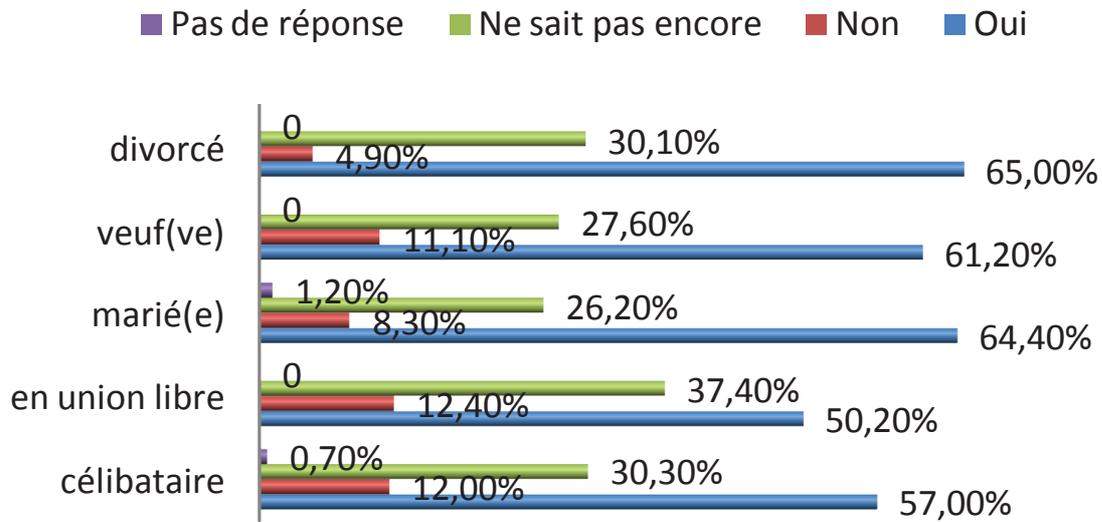
L'expérience en tant qu'électeur est plus forte que la moyenne (71,9%) dans les catégories « veuf (ve) » (93,7%), « divorcé (e) » (86,3%) et « marié (e) » (85,7%). Quant à l'intention de voter aux prochaines élections, 28,3% des personnes enquêtées ne savent pas encore si elles iront voter ou pas. Ce pourcentage est très élevé dans la catégorie « sans instruction » (45,3%) et légèrement moindre dans la catégorie « instruction primaire » (23%).

Fig.30: Intention d'aller voter aux prochaines élections



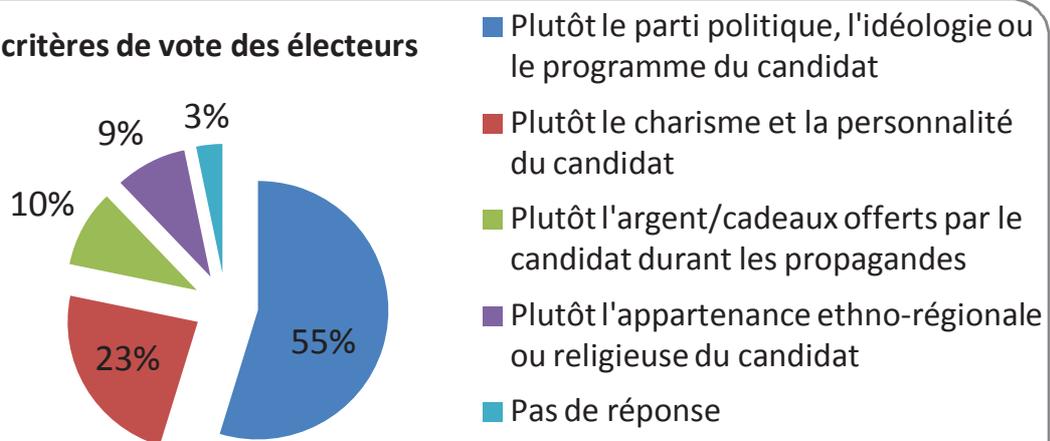
Cette intention de vote varie également selon le statut matrimonial.

Fig.31: Intention d'aller voter selon statut matrimonial



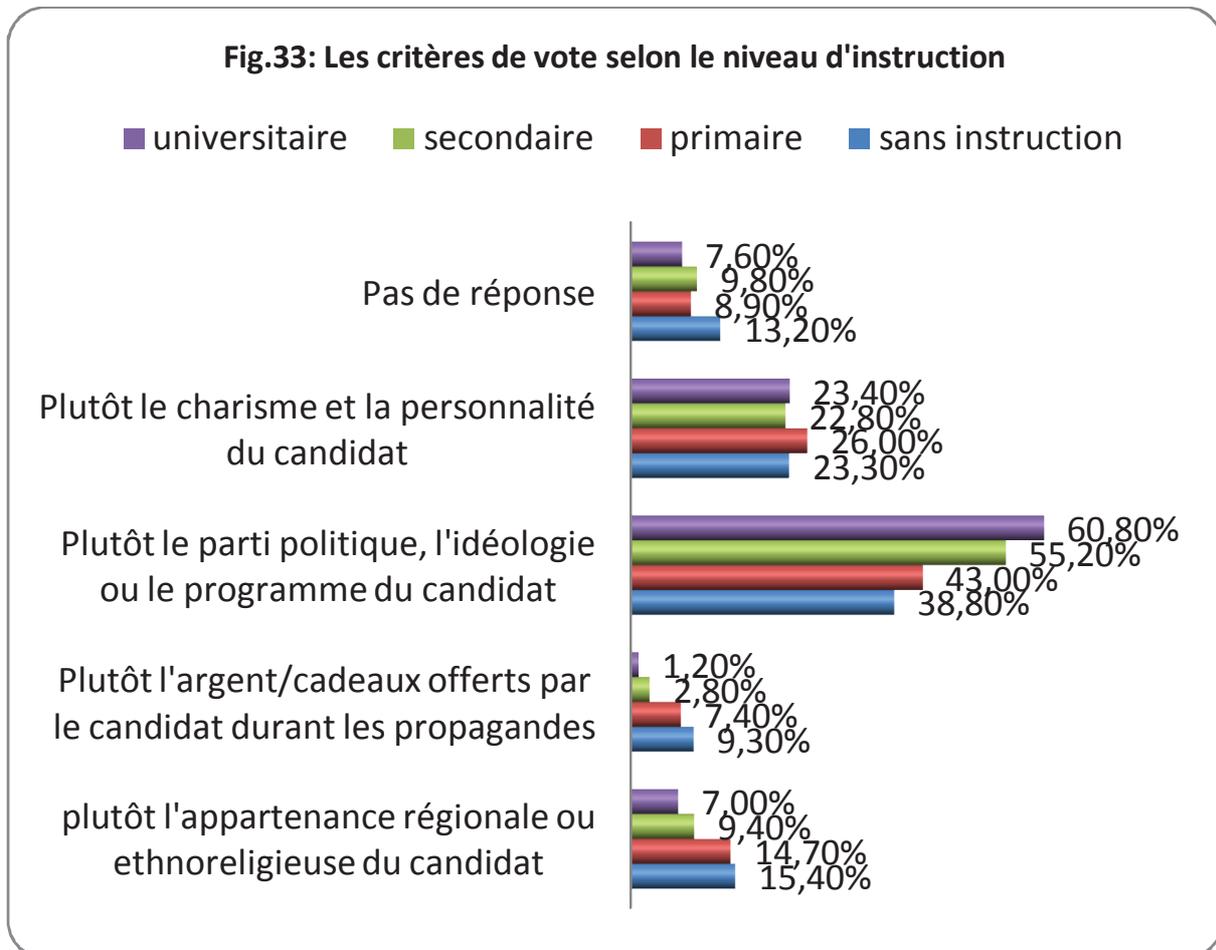
Les prochaines figures décrivent les critères de vote des électeurs, globalement et suivant le niveau d’instruction.

Fig.32: Les critères de vote des électeurs



Si globalement, plus de la moitié des enquêtés (54,7%) pensent aller voter en privilégiant le critère « parti politique, idéologie, programme du candidat », il faut constater le clivage entre les catégories « instruction universitaire » et « instruction secondaire » pour lesquelles cette assertion est vraie, et les catégories « instruction primaire » (43%) et « sans instruction » (38%) qui ne penchent pas vraiment pour ces critères.

Pour ces deux dernières catégories, l'importance des critères « argent/cadeau offerts par le candidat durant les propagandes » est élevée : catégorie « sans instruction » (9,3%) et « instruction primaire » (7,4%). Pour la catégorie « instruction universitaire » la proportion de personnes enclines à se laisser acheter est de 1,2%, et elle est de 2,8% dans la catégorie « instruction secondaire ».



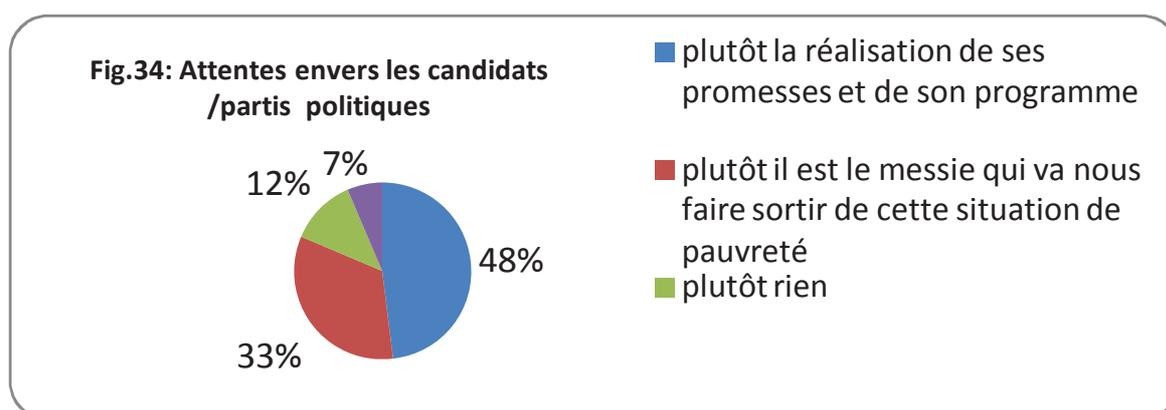
La considération du critère « appartenance ethno-régionale ou religieuse du candidat » décroît au fur et à mesure que le niveau d'instruction s'élève : « instruction universitaire » (7%), « instruction secondaire » (9,4%), « instruction primaire » (14,7%), « sans instruction » (15,4%). 20,1% des enquêtés estiment être assez informés sur le programme des partis politiques. Est-ce à dire que 34,6% sont en attente des révélations des programmes ? Apparemment oui, comme le démontrent les réponses à la question : « Avez-vous le sentiment d'être assez informé(e) sur les programmes des partis ? ».

		Avez-vous le sentiment d'être assez informé(e) sur les programmes des partis ?			Total
		Oui	Non	Pas de réponse	
Sexe	Homme	54,8%	45,0%	49,1%	47,2%
	Femme	45,2%	55,0%	50,9%	52,8%
Total		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7. Niveau d'information sur le programme des partis/sexes

Les femmes semblent être les plus désavantagées (55% des NON) en matière d'information politique. Concernant l'orientation des votes pour les prochaines élections, rubrique pour laquelle on a posé la question « avez-vous déjà un parti politique ou un candidat préféré pour les prochaines élections ? », 65% des enquêtés ont répondu par la négative.

En réponse à la question « Qu'attendez-vous du parti politique ou du/de la candidat(e) pour qui vous allez voter ? », la réalisation des promesses et du programme est réclamée par 48,1% des personnes interrogées mais cette demande décroît avec le niveau d'instruction. Inversement, plus le niveau d'instruction est bas, plus l'attente d'un « messie » est élevée. La catégorie « sans instruction » déclare deux fois plus que les autres catégories « ne rien attendre » des partis politiques/candidats.



Les catégories « célibataire » et « en union libre » attendent plus « la réalisation des promesses et de programme » que les autres catégories. Les « divorcé(e) » et les « marié(e) » croient plus au « messie qui va nous sortir de cette situation de pauvreté ».

4. CONCLUSION

Pour l'INSTAT, « *la crise économique se traduit aujourd'hui par une crise de confiance de plus en plus visible. La frustration du secteur privé face à la faiblesse des institutions publiques et la montée de l'insécurité sont les signes de cette crise de confiance qui se fait ressentir non seulement au niveau national mais aussi au niveau international avec l'arrêt des financements des Bailleurs de fonds, de la coopération avec la communauté internationale. Madagascar devient de plus en plus isolé dans une crise qui n'est plus supportable*⁷⁵. » Mais la crise n'est pas seulement économique, elle est avant tout politique.

Les institutions publiques ont perdu, à l'occasion de la transition, le bénéfice du doute que les citoyens leur avaient accordé depuis la supposée démocratisation des années 1990, sinon bien avant. Aujourd'hui, la confiance a laissé place à une suspicion systématique qui s'exprime de biens de façons, mais surtout par le désengagement total du citoyen de tout ce qui est politique, alors même qu'il est théoriquement au centre du processus politique. Le citoyen se contente d'être un électeur occasionnel, lorsque l'Etat lui en donne la chance, et manifeste sa désapprobation par son inaction politique. Pourtant, cette inaction est plus nocive encore que l'incapacité avouée des institutions elles-mêmes, puisqu'elle cautionne indirectement les malversations et les dérives de celles-ci.

La crise doit absolument se terminer cette année. La survie des Malgaches et des vestiges de l'Etat en dépend. Le pari des élections sera-t-il correctement relevé ? Ces élections mettront-elles un terme à la crise ou ouvriront-elles la voie à de nouveaux troubles ? Les réponses à ces questions appartiennent à un futur très proche, mais chacun doit prendre ses responsabilités pour éviter un nouveau chaos.

Dans un régime démocratique, le peuple est appelé à élire les dirigeants et par la même occasion choisir son projet de société pendant une durée déterminée. Il faut alors que les citoyens participent à l'élaboration des projets de société faits par les partis. En tout premier lieu, les citoyens doivent être conscients du pouvoir qu'ils ont entre leurs mains. La participation citoyenne se traduit par l'adhésion à la société civile ou politique. Pour parfaire cette participation qui ne demande aucun niveau d'études particulier, l'école devrait être obligatoire

⁷⁵ Lu sur http://www.instat.mg/pdf/Resume_27_28_aout_2013.pdf

jusqu'à l'âge de 16 ans pour éveiller le sens citoyen. Ensuite, l'Etat devrait permettre la liberté d'expression. Les distorsions entre les intentions de vote et les connaissances des projets de société dans l'offre politique seront alors résorbées.

Les politiciens sont dans la ligne de mire des personnes interrogées qui sont à plus de 80% convaincues qu'ils ne sont là que pour s'enrichir et qu'ils ne recherchent aucunement ce qui est bien pour Madagascar. Comment légitimer de tels politiciens, ou plutôt ceux qui vont succéder aux politiciens actuels? En analysant les opinions émises par les répondants, il semblerait qu'ils doivent passer par plusieurs étapes pour ce faire. Ils doivent d'abord passer l'épreuve des élections et gravir une à une les marches du pouvoir et non se parachuter d'en haut à coups de milliards. Ensuite, ils doivent se légitimer par leurs comportements et leurs actes, en respectant les lois et les procédures. Enfin, les politiciens ne seront légitimes que s'ils arrivent à démontrer qu'ils ne briguent pas un mandat pour augmenter leur patrimoine ou assurer un avenir en or à leurs enfants, mais réellement pour servir l'intérêt général. C'est dire si les politiciens malgaches ont encore du chemin à parcourir...

Au-delà des désillusions causées par les régimes successifs, les personnes interrogées ont aussi d'énormes attentes vis-à-vis de leurs futurs leaders politiques qu'ils veulent honnêtes, croyants et instruits. Un politicien peut s'acheter des diplômes et se faire passer pour un fervent croyant, mais l'honnêteté peut difficilement être feinte car elle transparait normalement dans le moindre acte qu'un individu accomplit. Il s'agit alors pour les citoyens de savoir scruter minutieusement le parcours de chacun(e) des candidat(e)s aux prochaines élections et de peser le pour et le contre avant de déposer son bulletin dans l'urne. Car il s'agit de ne plus se laisser embobiner par de beaux discours ou de se laisser acheter pour une bouteille d'huile. Les politiciens sont honnis et c'est compréhensible, mais les citoyens ont aussi leur tort dans le mystère malgache, un manque de responsabilité citoyenne que des générations entières paieront au prix fort.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de référence

- BAILEY, F.G. *Les règles du jeu politique*, 1971, Paris, PUF (1ere édition, 1969).
- BAZIN, J, « A chacun son Bambara », in AMSELLE, J-L, M'BOKOLO, E, *Au cœur de l'ethnie, ethnie, tribalisme et Etat en Afrique*. Paris, Editions La Découverte, 1999, pp87-125.
- BERGERE, M ; CAPDEVILA, L. (sous Dir) *Genre et événement. Du masculin et du féminin en histoire des crises et des conflits*. Paris : Presse Universitaire de Rennes, 2006. 168p. Coll. Histoire.
- BURNS, J.M.G. *Leadership*, 1978, New York, Harper & Row.
- DE RUDER, V. ; POIRET, C. ; VOURC'H, F. *L'inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*. Paris: PUF, 2000. 213 p. Coll. Pratiques Théoriques.
- GRAWITZ, M. *Méthodes des sciences sociales*. Paris: Dalloz, 1996. 920 p. Coll. Précis.
- HERMET, G. et al, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3e édition, Paris, Armand Colin, 1998.
- HUNTINGTON, S. P. *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968.
- KIDDER, R. M. *Christian Science Monitor*, In *Médias*. W. K. AGEE et all, Bruxelles/ Editions Harper & Row, 1988.
- MANDEVILLE, B. *Private vices. Public benefits* (1729).
- MANDEVILLE, B. *Recherche sur la nature des sociétés* (1723).
- MARCHAL, H. « *L'identité en question* », Paris, Editions Ellipses, 2006, pp 104-106.
- ROUSSEAU, J.J. *Du Contrat Social*, Garnier Flammarion, 1976.
- SALAMON, L.M. et al, *Global Civil Society. Dimensions of the Nonprofit Sector*, The Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project, Baltimore, 1999.
- SIMMEL, G. *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999.
- SMITH, *An inquiry into the wealth of Nations*, Clarendon press, 1976, (or. 1776).
- SMITH, *Theory of Moral sentiments*, Clarendon Press, Oxford, 1976 (or. 1759).

- VERAN, J.-F. « *La dialectique de l'ethnicité : support des uns, contrainte des autres* », in CARADEC, V et MARTUCELLI, D, *Matériaux pour une sociologie de l'individu*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, pp. 75-93.
- WEBER, M. *Economie et société*, Plon, 1971.
- WEBER, M. *Selections in Translation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978.

Etudes et rapports

- AERNOUDT, R. « Éthique et politique : un couple infernal », *Pyramides*, 16/1, 2008.
- Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde. Madagascar – Rapport 2013*.
- ANDRIANASY, H. GROEGER, S *Le mouvement syndical à Madagascar*, FES, Août 2011.
- Anonyme, « Les religions et les sectes à Madagascar », Date inconnue
- BIT, PNUD, *Madagascar – Evaluation des impacts de la double crise sur l'Emploi*, Décembre 2011.
- CEVIPOF/CNRS – *Baromètre de la confiance politique*, 4e vague, décembre 2012.
- Friedrich Ebert Stiftung, *Baromètre des Médias Africains – Madagascar*, Windhoek, 2012.
- CVETEK, N. DAIBER, F, *Qu'est-ce que la société civile?*, FES, Antananarivo, Octobre 2009.
- DIAMOND, L. MARKS, G. "Seymour Martin Lipset and the Study of Democracy", *Reexamining Democracy: Essays in Honor of Seymour Martin Lipset*, Sage Publications Inc., 1992.
- du BOIS de GAUDUSSON, J. - Cahiers du Conseil constitutionnel n° 13 (Dossier : La sincérité du scrutin) –« Les élections à l'épreuve de l'Afrique ».Janvier 2003.
- Institut Catholique de Madagascar. *L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21^e siècle*. In Actes du colloque de l'ICM. Ambatoroka, 10-12 avril 2000. Antananarivo : Imprimerie 2000. 2001. 176p. Coll ISTA n°11.
- Institut CSA *Enquête institut CSA pour Terrafemina*, 18 et 19 janvier 2012 Inconnu.

- INSTAT, « Le marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo en 2010 : une mise en perspective décennale », 2010.
- INSTAT/DIAL, Enquêtes 1-2-3, phase 1 « Emploi », 2001-2010.
- INSTAT, « Enquêtes périodiques auprès des ménages 2010 », Aout 2011.
- Liberty 32, "Quel dirigeant pour Madagascar", résultats publiés en novembre 2012.
- PNUD, Rapport sur le Développement humain 2013, « L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié ».
- RABARINIRINARISON, R.H. ; RAVELOSON, J. A. *Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs*, Antananarivo, FES, 2011.
- RABEMANANORO, E. « crises cycliques malgaches : mêmes causes, mêmes effets », *The Malagasy Development Journal*, p.51-59, 2012
- RALAMBOMAHAY, T. *Madagascar dans une crise interminable*, Ed. L'Harmattan, Paris, Janv.2011, 140p.
- RANDRIANJA, S. *Coll, Madagascar, Le coup d'Etat de mars 2009*, Paris, Janv.2012, 350p.
- RASAMOELINA, H. « Croyances et instrumentalisation à Madagascar », Friedrich Ebert Stiftung, Mars 2012, Policy Brief.
- RAZAFINDRAKOTO, M. ROUBAUD, F. WACHSBERGER, *Institutions, gouvernance et croissance : le paradoxe malgache*, IRD, DIAL, Janvier 2013.
- RICOEUR, P. « Morale, éthique et politique », revue *Pouvoirs* n°65, Avril 1993, Morale et politique.
- ROUBAUD, F. *Religion et pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo*, mars 1998, Projet MADIO.
- ROUBAUD, F. *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Tsipika/ L'Harmattan, Paris, 2000. 253p.
- SANDRON, F. « Le fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales », *Revue Tiers-Monde* 2008/3 (n°195).
- THEOBALD, R. « Patrimonialism », *WorldPolitics* 34, 4, Juillet 1982.
- TREMBLAY M. ; LACHAPPELLE Y. « Participation sociale et démocratique des usagers à la planification et à l'organisation des services », dans H, Gascon, D. Boisvert, M-C Haelewyck, J-R Poulin et J-J Detraux, *Déficiência intellectuelle : savoirs et perspectives d'action*, Tome 1 : Représentations, diversité, partenariat et qualité, 2006, Presses interuniversitaires et AIRHM.

- WORLD BANK. 2013., “*Doing Business 2013: Smarter Regulations for Small and Medium-Size Enterprises*” Washington, DC: World Bank Group. DOI: 10.1596/978-0-8213-9615-5. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0.

Articles de presse

- « 1^{er} Mai 2013 : la syndicalisation reste difficile », *La Gazette de la Grande Ile*, 02 Mai 2013.
- « Concours d’entrée à l’ENMG : le PM interpelle la ministre de la justice », *MA-Tv Online*, 3 septembre 2013.
- « Madagascar : nomination des 528 membres du nouveau parlement de la transition », *Afriquinfos*, 1^{er} décembre 2011.
- ILONIAINA, « Le membre du CST Jao Jean arrêté pour viol », *L’Express de Madagascar*, 1^{er} décembre 2011.
- Banque Mondiale, « Madagascar – Vue d’ensemble », mis à jour en avril 2013.
- Banque Mondiale, « Madagascar: chiffrer les coûts de la crise politique », 5 juin 2013.
- Dominique R. « Médiation du FFKM, situation bloquée », *Midi Madagasikara*, 04 Juillet 2013.
- DECLOITRE, L. « Madagascar, le prix des mots », *Libération*, 15 octobre 2012.
- RAKOTOARISON, S. « Charles de Courson et la difficulté d’être honnête en politique », 2013.
- RALAMBOMAHAY, T. « *La démocratie : L’enjeu du taux de participation à Madagascar* », Bulletin de l’Académie nationale malgache, Tome LXXXIX/ 2, juillet –décembre 2010. 005
- RAZAFINDRAMIADANA, L. « Gel de la TVA – L’Etat reste imperturbable », *L’Express de Madagascar*, 4 juin 2013.
- RAKOTOMALALA, « Les causes du déclin économique à Madagascar », *Global Voices Online*, 6 septembre 2013.
- R. Gaëtan, « Manakara : Ravalomanana a gagné, la FJKM a tout perdu », *La Gazette de La Grande Ile*, 25 août 2012.
- VANF, « Assez et plus jamais ça ! », chronique du 18 février 2012, *L’Express de Madagascar*.

Communiqués

- BACHELET, M. Discours Participation Politique des Femmes au Old Town Hall, Helsinki Finlande, 11 Octobre 2011.
- SeFaFi, *De la nécessaire réforme des forces armées*, communiqué du 17 septembre 2012.
- SeFaFi, *Forces armées, crise politique et démocratie*, communiqué du 21 Mai 2010.

Webographie

- Banque mondiale : www.banquemondiale.org
- Blog de S. RAKOTOARISON : www.rakotoarison.eu
- INSTAT : www.instat.mg
- Libération : www.liberation.fr
- L'Express de Madagascar : www.lexpressmada.com
- Global Voices Online : www.globalvoicesonline.org
- Afriquinfos : www.afriquinfos.com
- La Gazette de la Grande Ile : www.lagazete-dgi.com
- Midi Madagasikara : www.midi-madagasikara.mg
- Amnesty International: www.amnesty.org
- Le portail des ONG à Madagascar: www.ong-madagascar.org
- Nations Unies : www.un.org
- Via Madagascar : <http://viamadagascar.net>

ANNEXES

i. La liste des enquêteurs

	NOM	PRENOM
1	ANDRIAMAHEFASON	Lalaniriana Sydith
2	ANDRIAMANJATO	Zo Fidimirina
3	ANDRIANARIMAHEFA	Ny Hindra Alifidy
4	ANDRIANJOAHARY	Sanjy Raelisoa
5	ANDRY NY ONJA	Antsa
6	FOMENJANAHARY	Mandimby Tsitohaina
7	NINA	Stivio
8	RABEMAZAVA	Mathieu
9	RADAVIDRASON	Narovana Erika
10	RAFITOSON	Tsisetraina
11	RAKOTOARIVELO	Tsinjo
12	RAKOTOASIMBOLA	Andrianjaka Maroahy
13	RAKOTONDRAINAINA	Mialy Annick
14	RAKOTONDRA SOA	Mihary Anja Nandrandraina
15	RAKOTONIRINA	Hary Malalaitiana
16	RALAIZOMANARIVO	Voniharina
17	RAKOTONDRA MANANA	Mbola
18	RANAIVO	Faniry
19	RANDRIAMBELOMA	Rindra Masinarivo
20	RANDRIAMIARANA	Johary Itokiana
21	RANDRIANANTENAINA	Daniella
22	RANDRIANIRINA	Benja Liantsoa
23	RAOBIARILALA	Tahirison
24	RASOLOFOELISON	Ritsokiniaina
25	RAVELONARIVO	Andriamalala Raoily
26	RAZAFIMBAHINY	Andrianina Pathie
27	RAZAFINDRAKOTO	Mahenina Narindra
28	RABOTOVAO SOLO	Elmar
29	RAZAFITSALAMA	Olontiana Mahenintsoa
30	RAZANAMAHEFA	Holy Ravaka Diamondra

ii. Fiche technique de Liberty 32

Historique

Mouvement créé en septembre 2010, et transformé en association en 2011, Liberty 32 a pour principal objectif d'accroître la participation politique, sociale et économique des jeunes Malgaches.

Vision

En 2015, au moins 50% des jeunes Malgaches sont conscients de l'importance de leur participation à la vie sociale, politique et économique de leur pays. Ce sont des citoyens responsables, au fait de leurs droits et devoirs civiques, qui s'engagent volontairement dans des projets privilégiant l'intérêt général et le bien de la communauté. Grâce à leurs actions, la bonne gouvernance, l'Etat de droit et le développement économique sont devenus des réalités à Madagascar.

Missions

- Réveiller le patriotisme et le civisme des jeunes Malgaches ;
- Promouvoir et inculquer des valeurs fondamentales comme la liberté, le respect d'autrui, la discipline, etc. afin de contribuer au renouveau de Madagascar ;
- Promouvoir le volontariat auprès des jeunes Malgaches ;
- Accroître la participation politique des jeunes Malgaches ;
- Contribuer à l'assainissement des pratiques et de la culture politiques

Activités

- Programme « Explore ta ville » pour les enfants nécessiteux
- Projet BOX : sondage politique auprès de 6.381 personnes situées dans les 6 arrondissements de la commune urbaine d'Antananarivo en 2011. Les résultats ont été analysés, commentés et présentés dans un livret gratuit publié en 2012, intitulé « Quel dirigeant pour Madagascar ? »
- Reboisement
- Soutien à l'orphelinat CREON et au centre Aléa des Possibles
- Participation à l'organisation de la semaine de la démocratie 2011
- Supervision du projet WYLD – Women and Youth's League for Democracy depuis septembre 2012
- Organisateur national du Global Youth Service Day (GYSD) 2013

Facebook: <https://www.facebook.com/Liberty32.Madagascar>